

SONATRACH
Le navire In Ecker
transportant 30 000
tonnes de fioul
arrive au Liban

P 16

165 PROJETS ENREGISTRÉS À L'AAPI D'UNE VALEUR
DE 6,7 MILLIARDS D'EUROS

Afflux croissants des investissements étrangers en Algérie

Depuis la réorganisation de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) en septembre 2022, l'Algérie a connu un afflux important d'investissements étrangers. Omar Rekkache, directeur général de l'AAPI, a indiqué à «Bloomberg Asharq» que cette réorganisation a conduit à l'enregistrement de 165 projets étrangers, dont 64 en investissements directs étrangers, totalisant environ 1 000 milliards de dinars algériens (6,7 milliards d'euros). Avec les contributions locales, les investissements totaux atteignent près de 4 000 milliards de dinars, illustrant l'attractivité croissante du marché algérien. P 3



COMMERCE EXTÉRIEUR

Plaidoyer pour une stratégie renforcée

L'Algérie s'engage résolument dans une transformation économique ambitieuse, déterminée à consolider sa croissance tout en diversifiant ses sources de revenus. Ce processus reflète une volonté ferme de moderniser l'économie nationale en renforçant les capacités de production, en générant de la richesse et en créant des emplois, tout en réduisant significativement la dépendance du pays aux hydrocarbures.

P 2

LORS D'UN RASSEMBLEMENT
POPULAIRE À ANNABA

Merad réitère les engagements du candidat Tebboune

Au 13e jour de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de septembre prochain, le directeur de campagne du candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune, en l'occurrence Brahim Merad, a réitéré lors d'un rassemblement populaire dans la wilaya d'Annaba les engagements de Tebboune, promettant de prendre en charge l'ensemble des volets socio-économiques de la région de l'Est du pays.

P 5

POSTE ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS

Une nette amélioration des indicateurs entre 2020 et juin 2024

Le secteur de la Poste et des Télécommunications a renforcé, depuis 2020, ses performances en améliorant la qualité des services, leur accessibilité et les infrastructures numériques, en vue de consacrer le principe du service public à l'ensemble des citoyens.

P 3



PÉTROLE

Le Brent frôle
les 81 dollars
mardi à
Londres

Les cours du pétrole ont perdu mardi une partie de leurs gains de la veille, et le marché se recentre sur les perspectives moroses de la demande. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, baissait de 0,55% à 80,98 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, reculait de 0,65%, à 76,92 dollars. "Les prix du pétrole baissaient légèrement" mardi "après leur récente hausse, alors que le marché évalue l'impact des tensions géopolitiques et des incertitudes entourant la production pétrolière libyenne", expliquent des analystes. La poussée des prix de la veille avait "également été motivée par les inquiétudes concernant une escalade du conflit au Moyen-Orient", précisent les analystes. "Les données économiques et pétrolières chinoises" continuent de plomber le cours du brut, relèvent les analystes, car présageant d'une faible demande de la Chine, qui reste le principal importateur de pétrole.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Plaidoyer pour une
stratégie renforcée

L'Algérie s'engage résolument dans une transformation économique ambitieuse, déterminée à consolider sa croissance tout en diversifiant ses sources de revenus. Ce processus reflète une volonté ferme de moderniser l'économie nationale en renforçant les capacités de production, en générant de la richesse et en créant des emplois, tout en réduisant significativement la dépendance du pays aux hydrocarbures. Abderrahmane Hadeff, conseiller international en développement économique, a souligné que cette transformation s'inscrit dans une vision stratégique qui met l'accent sur le commerce extérieur, considéré comme un levier essentiel pour le développement économique.

Par Mourad A.

Lors d'une intervention sur la «Chaîne I» de la radio nationale, Hadeff a révélé que l'Algérie adopte une nouvelle approche pour gérer son commerce extérieur, visant à améliorer la performance de ce secteur crucial tout en maîtrisant ses dynamiques réelles. Cette stratégie est incarnée par une commission dédiée, créée pour surveiller les flux commerciaux, réguler les importations, et promouvoir les exportations. Elle symbolise une démarche plus coordonnée où divers acteurs, y compris les ministères, les agences sous tutelle, et même les forces de sécurité, collaborent pour garantir une gestion efficace et harmonieuse des échanges commerciaux. Malgré une conjoncture mondiale marquée par une légère baisse des prix sur les marchés internationaux, l'Algérie a enregistré un excédent commercial de 3,75 milliards de dollars en 2024, témoignant d'un redressement écono-

mique en cours et offrant des perspectives encourageantes pour l'avenir. Cet excédent est perçu comme un signe tangible des efforts déployés pour stabiliser et revitaliser l'économie nationale. La diversification économique est au cœur de la politique du gouvernement. Selon Hadeff, l'Algérie mise sur des secteurs clés tels que l'industrie, l'agriculture, et l'économie numérique pour stimuler la production locale et réduire la dépendance aux importations. Cette stratégie vise à renforcer la souveraineté économique tout en créant de nouvelles opportunités pour l'innovation et la croissance durable. En parallèle, la mise en place d'un nouveau modèle de croissance économique, fondé sur l'intelligence économique et la vigilance face aux grandes transformations géopolitiques, notamment dans le secteur pétrolier et énergétique, est jugée indispensable. En outre, Hadeff a souligné l'importance de l'Agence algérienne de promotion des exportations dans cette dynamique. L'agence, qui dis-

pose d'une vision approfondie des marchés ciblés, joue un rôle crucial dans la maîtrise des importations, en s'assurant qu'elles sont réalisées au moment opportun. Avec une vision claire pour l'avenir, l'Algérie ambitionne de se hisser au rang des pays émergents d'ici 2030. Cette ambition est soutenue par une stratégie de "Country Branding" visant à projeter une image de modernité, de dynamisme, et de compétitivité sur la scène internationale. Le succès de cette démarche repose sur l'alignement des réformes économiques avec les aspirations nationales, ce qui devrait non seulement attirer davantage d'investissements, mais aussi améliorer les conditions sociales et renforcer la stabilité financière du pays. La transformation économique en cours en Algérie traduit une volonté profonde de s'émanciper de la dépendance historique aux hydrocarbures, tout en assurant un développement inclusif et durable pour les générations futures.

GHARDAÏA

105 périmètres agricoles raccordés au réseau d'électricité depuis début 2024

Des efforts considérables sont déployés par les pouvoirs publics pour soutenir et accompagner l'investissement privé dans le secteur agricole, dans le but de créer des conditions favorables de nature à permettre aux agriculteurs d'améliorer leurs choix de cultures et d'accroître leur productivité. Pas moins de 105 périmètres et exploitations agricoles ont été raccordés

à l'énergie électrique depuis le début de l'année 2024 dans la wilaya de Ghardaïa, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Ces raccordements au réseau électrique des exploitations et périmètres agricoles situés à travers les dix communes que compte la wilaya ont nécessité un investissement de

plus de 578 millions de dinars, a indiqué à l'APS le chargé de la communication de la direction locale de distribution (Sonelgaz Ghardaïa), Yahia Abbès. Cet investissement, destiné au développement du secteur agricole et l'accroissement des terres arables, a été le fruit d'un montage financier entre les services agricoles et la Sonelgaz. Il vise à appuyer les investisseurs

dans le domaine agricole pour la mobilisation et l'accès à la ressource hydrique par la réalisation de forages et pivots d'irrigation dans une région caractérisée par l'aridité du climat, a-t-il précisé. Plus de 58 km linéaires de lignes électriques de moyenne tension (MT), 27 km de lignes de basse tension (BT) et 66 transformateurs électriques ont été réalisés pour l'élec-

trification de ces 105 exploitations agricoles créées dans le cadre de l'investissement privé agricole à travers la wilaya, a-t-il ajouté. Il est à noter que près de 7 milliards de DA ont été mobilisés durant les deux années précédentes (2022 et 2023) pour le raccordement en énergie électrique de 2.543 exploitations agricoles dans la wilaya de Ghardaïa.

PLATEFORME NUMÉRIQUE DE L'INVESTISSEUR

Octroi de 3 arrêtés de concession de foncier
économique à Bordj Bou Arreridj

Trois arrêtés de concession de foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné aux projets d'investissement ont été délivrés dernièrement à Bordj Bou Arreridj depuis la plateforme numérique de l'investisseur, a indiqué, lundi, chargé de la gestion du guichet unique de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) dans la wilaya, Hamza Tite. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que le foncier octroyé occupe une aire de 5,2 hectares dont 3 hec-

tares situés dans la zone industrielle de mechta Fatma de la commune d'El Hamadia et 2,2 hectares dans la zone industrielle R'mail dans la commune de Ras El Oued. L'octroi de ce foncier a été effectué conformément aux lois et nouvelles dispositions relatives aux modalités d'octroi de ces terrains en fonction des offres disponibles via la plateforme numérique de l'investisseur dont la gestion est confiée à l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, selon la même source. Les projets des bénéficiaires de ces as-

siettes foncières dont la concrétisation sera lancée prochainement dans le cadre de la stratégie de l'Etat de diversifier des exportations permettront de générer plus de 1.000 emplois directs, a souligné le même cadre. Selon la même source, ces assiettes avaient été récupérées dernièrement dans le cadre de l'opération d'assainissement et de recouvrement du foncier économique inexploité en application des instructions du wali, Kamel Nouicer relatives à la fermeté dans l'assainissement de la nomenclature des investissements pour

une exploitation plus efficace du foncier économique. Selon les services de la wilaya, plus de 83 hectares du foncier économique inexploité à Bordj Bou Arreridj ont été récupérés dans le cadre du travail de la commission de wilaya chargé du suivi et de l'assainissement des projets d'investissement installée en vertu de la loi 23-17 fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement. R.E

Quotidien économique

Les Enjeux
EcoEdité par la
SARLLes enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
AbdelazizDirecteur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programme.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

165 PROJETS ENREGISTRÉS À L'AAPI D'UNE VALEUR DE 6,7 MILLIARDS D'EUROS

Afflux croissants des investissements étrangers en Algérie

Depuis la réorganisation de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) en septembre 2022, l'Algérie a connu un afflux important d'investissements étrangers. Omar Rekkache, directeur général de l'AAPI, a indiqué à «Bloomberg Asharq» que cette réorganisation a conduit à l'enregistrement de 165 projets étrangers, dont 64 en investissements directs étrangers, totalisant environ 1 000 milliards de dinars algériens (6,7 milliards d'euros). Avec les contributions locales, les investissements totaux atteignent près de 4 000 milliards de dinars, illustrant l'attractivité croissante du marché algérien.

Par Mourad A.

En 2024, jusqu'à la fin du mois de juillet, l'AAPI a enregistré un impressionnant total de 8 465 projets d'investissement, représentant une valeur de 3 840 milliards de dinars algériens et prévoyant la création d'environ 210 000 emplois directs. Cette forte activité est le reflet d'une réforme en profondeur qui a amélioré considérablement le climat des affaires en Algérie. Les investisseurs étrangers sont particulièrement attirés par le secteur des énergies renouvelables, où l'Algérie dispose de ressources naturelles abondantes et d'avantages compétitifs. L'économie circulaire, y compris le traitement des déchets et l'économie verte, est également un domaine d'intérêt croissant pour les investisseurs étrangers. En effet, les réformes législatives récentes, dont la loi 23-17 sur les conditions d'octroi du foncier économique, ont été essentielles pour créer un

environnement favorable aux investissements.

Cette loi, publiée en novembre 2023, a introduit des mesures visant à simplifier les procédures administratives et à garantir une plus grande stabilité législative. Les avantages fiscaux et les conditions favorables pour les investisseurs étrangers ont attiré des entreprises de premier plan, notamment des sociétés d'Allemagne et de Chine, qui ont manifesté un intérêt croissant pour des projets dans le secteur des énergies renouvelables. De plus, l'Algérie a réussi à attirer des grandes entreprises asiatiques avec des projets potentiels dans les domaines de l'industrie sidérurgique, du métal et de l'aluminium, avec des investissements pouvant atteindre jusqu'à 6 milliards de dollars par projet.

Un autre facteur clé de cette dynamique est la nouvelle plateforme numérique de l'AAPI, lancée en février 2024. Cette plateforme a révolutionné la gestion du

foncier destiné à l'investissement en facilitant les démarches et en assurant une transparence accrue. À ce jour, elle a permis la gestion de 508 assiettes foncières, avec 332 décisions temporaires et 108 décisions finales. Cette avancée technologique est un atout majeur pour l'Algérie, car elle simplifie l'octroi du foncier et accélère le processus d'investissement, renforçant ainsi l'attractivité du pays pour les investisseurs.

En parallèle, l'AAPI a signé 21 décisions finales pour l'octroi de foncier économique dans diverses wilayas telles qu'Annaba, Bouira, Béjaïa et Mostaganem. Ces décisions marquent un renforcement de la visibilité et de l'attractivité de l'Algérie sur la scène internationale. Cette politique d'octroi de foncier vise à soutenir des projets d'envergure et à stimuler le développement régional. Le soutien au développement économique local est également un axe stratégique pour l'Algérie. Des initiatives telles

que la création de mini-zones d'activités au niveau communal sont mises en place pour aider les porteurs de projets locaux et dynamiser les économies régionales. Ces mini-zones offrent des opportunités aux entrepreneurs locaux et facilitent la création de nouveaux emplois, contribuant ainsi à une croissance économique plus équilibrée à l'échelle du pays.

Les réformes récentes et les initiatives mises en place par l'AAPI ont non seulement renforcé l'attractivité de l'Algérie pour les investisseurs étrangers, mais ont également soutenu le développement économique local.

Grâce à une combinaison efficace de réformes législatives, d'initiatives numériques et de soutien aux projets locaux, l'Algérie se positionne comme une destination de choix pour les investissements, favorisant un développement durable et technologiquement avancé tout en consolidant son tissu économique national.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Une nette amélioration des indicateurs entre 2020 et juin 2024

Synthèse S R.

Le secteur de la Poste et des Télécommunications a renforcé, depuis 2020, ses performances en améliorant la qualité des services, leur accessibilité et les infrastructures numériques, en vue de consacrer le principe du service public à l'ensemble des citoyens.

Selon un rapport du ministère, la promotion de la qualité des services, leur rapprochement du citoyen avec l'amélioration des conditions d'accueil et d'écoute permanente de ses attentes et leur prise en charge efficace sont les objectifs majeurs que le secteur s'est attelé à atteindre à travers la feuille de route découlant du plan d'action du Gouvernement en vue de mettre en œuvre les engagements de Monsieur le Président de la République. L'approche adoptée pour la réalisation

de ces objectifs repose sur deux composantes, à savoir la mise en place d'une infrastructure moderne des télécommunications et le développement d'un réseau postal de proximité via des structures réparties sur l'ensemble du territoire national à même de répondre aux besoins des habitants de façon équitable, notamment dans les zones reculées à faible densité de population, ajoute le ministère de la Poste et des Télécommunications dans ce rapport. Cette stratégie a permis, entre 2020 et juin 2024, d'augmenter de manière substantielle le nombre de bureaux de poste, passant de 3.999 à 4.305, ainsi que les bureaux itinérants, essentiels pour desservir les zones reculées, qui sont passés de 39 à 89.

Le parc de guichets automatiques de billets (GAB) a connu, quant à lui, une hausse de 42 %, passant de

1.407 guichets en 2020 à 1.995 guichets à la fin du premier semestre de 2024, relève le ministère, qui prévoit de renforcer ce parc par 1000 nouveaux GAB pendant l'année en cours.

Ces efforts ont permis, aussi, la création de 62 espaces multiservices à travers le pays, note la même source. Au volet des télécommunications, l'accent a été mis sur l'amélioration de l'accès à l'internet fixe et mobile. Le nombre de foyers connectés à l'internet fixe est passé de 3,5 millions en 2020 à 5,7 millions en 2024, avec une prévision d'atteindre 6 millions d'ici la fin de l'année. Le déploiement du réseau très haut débit en fibre optique (FTTH) à travers l'ensemble du territoire national a permis de raccorder 1,3 million de foyers, contre 53.000 en 2020. «Ces indicateurs quantitatifs se sont accompagnés d'une amélioration quali-

tative du débit, puisque la vitesse minimale a été multipliée par 5, passant de 2 à 10 Mbps.

D'autres part, les investissements réalisés ont également permis d'introduire des vitesses plus élevées pour les abonnés, jusqu'à 1 Gbps, avec des prix plus bas pour les vitesses plus élevées», affirme le ministère.

En ce qui concerne l'internet mobile, la couverture 4G a dépassé 85 % de la population, portant le nombre d'abonnés à 48 millions actuellement, contre 37 millions il y a quatre ans. Cette démarche a permis de doubler le volume moyen de consommation quotidienne des données par les utilisateurs d'internet mobile, en passant aujourd'hui de 3,7 Gbps en 2020 à 10 Gbps. «Une attention particulière a été accordée à la prise en charge des besoins des habitants des zones à fai-

ble densité de population, en particulier à travers le programme de 1400 zones à densité inférieure à 200 habitants, lancé dernièrement, dans le cadre du Service universel des communications électroniques qui représente un mécanisme à travers lequel l'Etat consacre le principe du service public à l'ensemble des citoyens sur un même pied d'égalité», indique le ministère.

Le secteur s'est engagé, par ailleurs, à généraliser le paiement électronique. Le nombre de cartes "Edahabia" en circulation a plus que doublé, atteignant 13,4 millions en 2024, contre 6 millions en 2020. Le nombre d'opérations de paiement électronique a également explosé, passant de 5 millions en 2020 à plus de 55 millions en 2023, avec une prévision de 80 millions d'ici la fin 2024, estime la même source.

CRIMES FINANCIERS

Ce que prévoit le Règlement de la banque d'Algérie

Le Règlement N° 24-03 du 24 juillet 2024 relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive a été publié au Journal officiel N°58.

Selon l'article 01, ce règlement « a pour objet de définir le dispositif relatif à la prévention et à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive que les banques, les établissements financiers et les services financiers d'Algérie

Poste doivent mettre en place, en application de la loi N° 05-01 du 6 février 2005, modifiée et complétée, relative à la prévention et à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ». Signé par le gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah-Eddine Taleb, ce texte de loi vient redéfinir et imposer des obligations renforcées aux banques, établissements financiers, et autres services financiers, à l'instar d'Algérie Poste. Selon ce règlement, les institutions financières doivent « mettre en œuvre des mesures rigoureuses pour identifier et signaler toute activité suspecte ».

Le texte définit clairement des termes essentiels tels que « institutions assujetties », « client », « comptes de passage », et « banque fictive », tout en précisant les exigences en matière de contrôle interne pour prévenir les abus.

Outre la surveillance des transactions », les institutions financières doivent, désormais, renforcer le contrôle interne pour détecter et empêcher les activités suspectes », soulignant « la nécessité d'une vigilance accrue face aux risques liés aux banques fictives, qui pourraient être utilisées pour dissimuler des activités illicites ». Fini l'ouverture de comptes

anonymes ou sous des noms fictifs, pour assurer une traçabilité améliorée des opérations financières, ce règlement stipule que chaque acte suspect doit être systématiquement signalé à la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF).

Du reste, plusieurs autres mesures ont été introduites sur le mouvement des capitaux, le secret bancaire, le recrutement et la formation des personnels des banques ainsi que les programmes de prévention qui doivent s'appliquer aux succursales et filiales internationales.

R E.

HATPLC-CNEP BANQUE

Un mémorandum d’entente pour renforcer la gouvernance et l’intégrité dans le secteur bancaire

Un mémorandum d'entente a été signé, hier lundi, entre la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) et la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque) dans l'ambition de renforcer la gouvernance et l'intégrité dans le secteur bancaire, a indiqué un communiqué de l'HATPLC.

«Dans le cadre du renforcement de la coordination institutionnelle et de la coopération bilatérale en matière de prévention et de lutte contre la corruption, un mémorandum d'entente a été signé entre l'HATPLC, représentée par sa présidente, Salima Mousserati et la CNEP-Banque, représentée par son directeur général (DG) Bouziani Sid Ahmed et ce, au siège de la Direction générale de la CNEP.

Ce mémorandum vise à «renforcer la gouvernance et l'intégrité dans le secteur bancaire et à la mise en œuvre d'un programme de formation spécialisée au profit des cadres de la CNEP», mais aussi à «organiser des campagnes de sensibilisation» et à «assurer un appui technique en vue de mettre en place des mesures internes pour lutter contre la corruption», précise la même source.

En vertu de ce mémorandum, les deux parties s'engagent à «renforcer les bonnes pratiques et à contribuer à la création d'un environnement financier plus transparent et plus sûr», en adoptant «les meilleures normes de gouvernance et de transparence dans le secteur bancaire».

Lancement d’un exercice de réponse à la marée noire en mer Baltique

Un exercice international de réponse à la marée noire a débuté lundi en mer Baltique, selon les forces armées lituaniennes. Sept pays (la Finlande, le Danemark, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Pologne et la Suède) ont participé à cet exercice visant à renforcer leur capacité à réagir conjointement en cas d'incident majeur de pollution maritime. Une soixantaine d'observateurs assisteront à l'exercice et plus de 300 personnes y participeront. Cet exercice durera jusqu'à jeudi. "Le plus important exercice de réponse à une pollution en mer Baltique de l'année a débuté aujourd'hui, et les forces navales lituaniennes y ont affecté leur navire de recherche, de secours et de réponse à la pollution", a déclaré Giedrius Premeneckas, commandant de la marine lituanienne.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

VARIOLE DE SINGE

Aucun cas déclaré en Algérie, une importante démarche d’anticipation adoptée

L'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS) a annoncé, mardi dans un communiqué, qu'aucun cas de variole du singe n'a été déclaré, à ce jour, en Algérie, soulignant qu'une importante démarche d'anticipation concernant les actions et les moyens à mettre en œuvre a été adoptée. L'ANSS "avait réuni en date des 25 mai et 2 juin 2022 un comité ad hoc chargé du suivi de l'épidémie de la variole du singe (Mpox) correspondant à une première vague de l'épidémie et à la suite de laquelle l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) avait instauré la première urgence mondiale concernant cette épidémie, le 23 juillet 2022", souligne l'Agence.

A ce propos, l'ANSS note avoir réactivé, le 26 août 2024, "ce comité ad hoc suite à la déclaration par l'OMS du

Mpox comme urgence de santé publique de portée internationale le 14 août 2024 après une hausse inattendue des contaminations à l'échelle mondiale et particulièrement en Afrique, avec plus de 3.331 nouveaux cas confirmés depuis janvier 2024, dont 2.961 en République Démocratique du Congo (RDC) avec 575 décès", précisant que l'épidémie s'est ensuite étendue aux pays voisins de la RDC.

"A ce jour, aucun cas de variole du singe n'a été déclaré en Algérie. Dans une démarche d'anticipation et de riposte nationales, l'ANSS a abordé les causes, la transmission, les symptômes, le diagnostic, les traitements et la prévention de la maladie", a-t-elle rassurée.

De plus, ajoute la même source, "une importante démarche concernant les

actions et les moyens à mettre en œuvre a été adoptée notamment en ce qui concerne la surveillance et le contrôle des frontières, la disponibilité des tests de dépistage, l'accès aux traitements et aux moyens de prévention en particulier la vaccination ainsi que la mise en place d'applications numériques pour le suivi en temps réel de l'évolution des cas et leur traçage".

L'ANSS indique qu'outre les experts et les membres du conseil scientifique de l'ANSS, ont pris part à cette "importante réunion", les représentants des secteurs en charge de la santé, de la production pharmaceutique, de l'intérieur, de la défense nationale et de la recherche scientifique. Suite à quoi "un comité de pilotage est installé et sera chargé du suivi de la mise en œuvre de cette démarche".

PÉTROLE

ExxonMobil prévoit une demande quasiment inchangée en 2050

ExxonMobil table sur une demande de pétrole quasiment inchangée en 2050 par rapport aux niveaux actuels, scénario qui tranche avec la plupart des hypothèses. Le géant américain de l'énergie voit l'appétit pour l'or noir atteindre un plateau en 2030, mais s'attend à ce que la demande reste «supérieure à 100 millions de barils par jour» (mb/j) jusqu'en 2050, selon des documents publiés lundi. Au deuxième trimestre 2024, la consommation de pétrole brut est montée à 102,8 mb/j, selon des chiffres publiés par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA). L'EIA prévoit qu'elle monte à 104,55 mb/j l'an prochain.

ExxonMobil anticipe une baisse de la consommation de pétrole pour les véhicules de particuliers, dans l'immobilier et pour la génération d'électricité. Mais il

projette une hausse des besoins dans les transports collectifs ou le fret, ainsi que dans la chimie. Pour ExxonMobil, le pétrole et le gaz naturel représenteront encore plus de 50% de la consommation d'énergie en 2050. Les hypothèses du groupe américain contrastent avec celles de l'AIE, qui évoque une demande d'environ 55 millions de barils par jour seulement en 2050.

L'un des concurrents d'ExxonMobil, BP, s'attend, lui, à 75 mb/j à cette échéance.

ExxonMobil prévient que faute d'investissements nouveaux dans l'industrie pétrolière, la production de brut tomberait à 30 millions de barils par jour d'ici 2030, soit 70 millions de moins que les besoins mondiaux, selon son estimation. Un tel scénario induirait «une pénurie d'énergie sévère et des perturbations dans nos quotidiens», mais aussi une augmentation brutale des prix du pétrole, avertit l'entreprise.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTÈRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 27 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, daté: 27 Août 2024

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg	دج / كغ	معدل	أعلى	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	88	107	68	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	62	73	50	الطماطم	
	Oignon sec	42	49	36	البصل الجاف	
	Ail sec	367	430	304	الثوم الجاف	
	Carotte	75	84	66	الجزر	
	Navet	107	119	95	لفت	
	Poivron	96	109	84	الفلفل الاخضر	
	Piment	119	134	103	الفلفل الحار	
	Courgette	100	113	88	الكوسة	
	Haricot vert	191	215	168	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	116	128	104	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	387	497	278	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	568	689	447	التمر	
	Melon	101	114	88	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	80	91	70	البطيخ الاحمر	
	Poire	369	429	308	الإجاص	
	Raisin	220	281	158	العنب	
	Banane	438	453	423	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1791	1944	1638	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	474	487	461	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)	



Election présidentielle 07/09/2024



LORS D'UN RASSEMBLEMENT POPULAIRE À ANNABA

Merad réitère les engagements du candidat Tebboune

Au 13e jour de la campagne électorale pour l'élection présidentielle de septembre prochain, le directeur de campagne du candidat indépendant Abdelmadjid Tebboune, en l'occurrence Brahim Merad, a réitéré lors d'un rassemblement populaire dans la wilaya d'Annaba les engagements de Tebboune, promettant de prendre en charge l'ensemble des volets socio-économiques de la région de l'Est du pays.

Synthèse R N

En ce sens, M. Merad a écouté les préoccupations des populations locales et leur a transmis les salutations du candidat indépendant ainsi que son engagement à leur trouver des solutions au cours du prochain mandat, si le peuple le soutient, notamment en matière de logement et d'emploi, avec sa détermination « à mettre à niveau la région de Sidi Salem, à améliorer ses conditions de vie, à réhabiliter son front de mer et à la transformer en une zone touristique avec une dynamique économique et créatrice d'emplois ».

Au théâtre régional Azzedine Medjoubi à Annaba, le directeur de campagne du candidat Tebboune a tenu un meeting populaire en présence de citoyens, d'acteurs politiques et de la société civile, de notables, de personnalités culturelles et sportives, où il a expliqué les

grandes lignes du programme du candidat libre.

A cet égard, il a noté que « la réhabilitation des grandes villes et le renforcement de leur attractivité économique et culturelle est l'un des principaux axes du programme du candidat Tebboune, qui renforcera progressivement leurs infrastructures et modernisera leurs réseaux de transport ».

Il a également rappelé « l'importance des projets stratégiques dans l'est du pays, tel l'extension du port d'Annaba, qui auront un impact positif sur l'emploi des jeunes dans la wilaya et l'intégration des petites et moyennes entreprises dans le tissu économique ».

Du reste, M. Merad a souligné « la détermination du candidat libre à soutenir le complexe El Hadjar et à développer son activité, à répondre aux différentes préoccupations des catégories socioprofessionnelles, à accorder toute l'attention aux couches sociales vulnérables et à continuer à prendre en charge l'habitant précaire ».

Lundi soir, un cadre à la direction de campagne du candidat Tebboune, à savoir Mustapha Hidaoui, a appelé à El Oued, à adhérer massivement au programme du candidat indépendant « afin de parachever le processus d'édification et de développement, et barrer la route aux ennemis du pays ».

Lors d'un meeting à la salle des conférences à la Maison de la culture Mohamed-Lamine Lamoudi à Chott, M. Hidaoui a souligné que « le discours politique sincère de M. Abdelmadjid Tebboune, a consacré la culture de la confiance entre gouvernant et gouvernés », affirmant qu'il ressort de ses discours « sa ferme conviction que l'étape de construction de l'Algérie nouvelle nécessite l'adhésion et le soutien de tous ses enfants loyaux ».

Et d'ajouter: « Malgré la période difficile dans laquelle M. Abdelmadjid Tebboune a pris les rênes de l'Etat et les nombreuses menaces qui guettaient le pays à l'intérieur comme à l'extérieur, notamment le Covid-19 qui a grevé même les grandes économies mondiales, il a su gérer le pays et le mettre en sécurité. »

« La gestion réfléchie de notre candidat durant le premier mandat présidentiel résulte de sa compétence dans la gestion des affaires du pays, ce qui a fait de lui un homme d'Etat par excellence », a soutenu M. Hidaoui, soulignant que « le pays a besoin de tels hommes dans les périodes décisives et sensibles ».

Au terme de son allocution, M. Hidaoui a appelé les citoyens à aller massivement aux urnes le 7 septembre prochain et à voter en faveur du candidat indépendant, M. Abdelmadjid Tebboune, pour un deuxième mandat, précisant que cette échéance présidentielle est de nature à barrer la route aux ennemis du pays.

IL A ANIMÉ UN MEETING À OUARGLA

Aouchiche s'engage à mettre en place un système économique équilibré

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la présidentielle du 7 septembre prochain, Youcef Aouchiche, s'est engagé, lundi soir depuis la wilaya de Ouargla, à mettre en place "un système économique équilibré" qui donne aux compétences nationales "la chance d'investir".

Animant un meeting à la salle Sedrata dans la ville de Ouargla, dans le cadre de la campagne électorale de la présidentielle du 7 septembre, le candidat Youcef Aouchiche a affirmé qu'il œuvrera, s'il est élu, à "mettre en place un système économique équilibré qui donne aux compétences nationales la chance d'investir".

L'Algérie "dispose des potentialités et des compétences lui permettant de réaliser le bond de développement escompté par le peuple", a-t-il dit, soulignant la nécessité pour le secteur des hydrocarbures d'appuyer le développement et l'économie nationale.

Sur le plan social, le candidat du FFS s'est engagé à "lutter contre le chômage, notamment chez les jeunes", en tenant compte des "spécificités et potentialités de chaque région".

Il a également promis de "revoir les salaires" et d'"augmenter les allocations destinées aux catégories vulnérables", proposant d'"allouer une partie de la fiscalité pétrolière au financement d'un fonds chargé d'investir dans les grands projets pour la création d'emplois".

IL ANIMÉ UN MEETING À ADRAR

Hassani Cherif s'engage à mettre en place des programmes de développement pour les régions du sud

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la présidentielle du 7 septembre prochain, Hassani Cherif Abdelaali, s'est engagé, lundi depuis la wilaya d'Adrar, à mettre en place des programmes de développement pour les régions du sud.

Animant un meeting à la maison de la culture Chahid Chibani-Mohamed, au douzième jour de la campagne électorale, M. Hassani Cherif a promis, en cas de victoire, de mettre en place des programmes de développement pour les régions du sud afin de les rendre plus attractives, suivant une approche socioéconomique axée sur la réalisation de grands projets et infrastructures et la promotion de l'investissement dans divers secteurs, notamment l'agriculture et l'industrie de transformation, "à travers le soutien aux petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois".

Evoquant le potentiel touristique de cette wilaya, le candidat du MSP a souligné "l'importance des zaouïas dans la promotion du tourisme religieux".

Il a, par ailleurs, souligné "la nécessité de protéger le produit national, d'améliorer les normes de qualité, de valoriser les capacités locales, les ressources et l'artisanat, d'étendre les mécanismes de financement au niveau local tels que les subventions et les fonds de développement et d'adapter les investissements aux besoins".

M. Hassani Cherif a, dans ce cadre, rappelé que son programme électoral "Forsa" (opportunité) proposait "le redécoupage administratif pour asseoir les bases du développement".

Lors de son meeting, le candidat du MSP a appelé les citoyens d'Adrar à "se rendre massivement aux urnes", affirmant qu'une forte participation à cette élection cruciale "enverra un message clair à ceux qui veulent nuire à la patrie".

DEPUIS JIJEL

Bengrina met en avant la vision prospective du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune

Le président du Mouvement El-Bina, Abdelkader Bengrina, a appelé, lundi à Jijel, à voter pour le candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, en raison de sa "vision prospective" à même de réaliser un développement économique et social "caractérisé par la justice".

Animant, au 12ème jour de la campagne électorale, un meeting populaire à la cité administrative de Jijel, M. Bengrina a souligné que la vision prospective du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune "permettra une répartition équitable des richesses et la création de pôles économiques dans toutes les régions du pays".

Il a cité, dans ce contexte, "les projets de chemins de fer, de routes et de zones franches frontalières que M. Abdelmadjid Tebboune compte mettre en œuvre en cas de réélection", avant de préciser que le développement, dans le cadre de son programme, sera mené en fonction des spécificités de chaque wilaya (ports, mines, autoroutes, chemins de fer...).

Le président du Mouvement El-Bina a conclu son discours en saluant "l'engagement du candidat indépendant M. Abdelmadjid Tebboune, dimanche lors d'un meeting populaire à Oran, d'augmenter les allocations de chômage et des femmes au foyer, et de créer 450.000 emplois".

M. Bengrina animera un meeting similaire, en fin de journée, à la maison de la Culture M'barek El Mili de Mila.

TIZI-OUZOU

Perturbation dans l'alimentation en eau dans quatre communes à cause d'une fuite

L'alimentation en eau potable de quatre communes de la partie centre-est de la wilaya de Tizi-Ouzou connaît des perturbations depuis lundi soir à cause d'une "importante" fuite d'eau sur la conduite de refoulement Taksebt/Freha/Azazga, rapporte un communiqué de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE). La fuite est causée par un éclatement enregistré sur la conduite principale de refoulement du transfert d'eau Taksebt-Freha-Azazga de diamètre 600 mm, survenu en fin de l'après-midi, au niveau du tronçon situé à la sortie de la ville de Freha, en allant vers la RN 12, en direction de Tizi-Ouzou, selon la même source. Aussi, l'unité de l'ADE de Tizi-Ouzou, qui a entamé les réparations, a souligné dans son communiqué que cette intervention "entraînera l'arrêt du système d'AEP, et par conséquent, des perturbations dans les programmes de distribution au niveau des communes de Freha, Azazga, Yakouren et Ait Khelili". Le service d'alimentation en eau potable reprendra "dès la fin des travaux de réparation", a-t-on ajouté, assurant que "d'importants moyens humains et matériels sont mobilisés pour rétablir l'alimentation en eau dans les plus brefs délais".

SÉTIF

Ouverture de 5 espaces commerciaux pour la vente de fournitures scolaires à des prix compétitifs

Au total, 5 espaces dédiés à la commercialisation de fournitures scolaires à des prix compétitifs ont été ouverts dans la wilaya de Sétif en prévision de la rentrée des classes 2024-2025, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. Ces espaces commerciaux, répartis à travers les communes de Sétif, d'El Eulma, d'Ain Oulmène, d'Ain Azel et de Bougaa (nord et sud de Sétif), proposent aux parents d'élèves différentes fournitures et des manuels scolaires destinés aux trois paliers de l'enseignement, proposés à des prix "très compétitifs, à la portée des bourses moyennes", a souligné la même source. Selon les services de la wilaya, ces expositions-vente qui resteront ouvertes jusqu'au lendemain de la rentrée scolaire, organisées à l'initiative de la direction du commerce et de la promotion des exportations, en coordination avec la chambre de commerce et d'industrie "El Hidhab", réunissent une cinquantaine d'opérateurs économiques. L'espace commercial inauguré lundi par le wali, Mustapha Limani, à la salle des fêtes du centre-ville (non loin de la fontaine d'Ain Fouara), a attiré dès la matinée un grand nombre d'écouliers et de parents qui disposent d'un choix important d'articles scolaires proposés par 17 exposants à des prix compétitifs.

SAÏDA

Réalisation de 10 projets énergétiques dans la daïra de Aïn Lahdjar pour l'amélioration du service public

Dix projets énergétiques ont été concrétisés, récemment, dans le cadre d'un programme d'investissement pour l'amélioration des prestations de service public au profit de la daïra de Aïn Lahdjar (Saïda), a-t-on appris, lundi, du directeur de la Société de distribution de l'électricité et du gaz, Medjahed Abderrahmane.

Les 10 opérations ont porté sur la réalisation d'un nouveau poste de transformation d'électricité de moyenne tension (MT) d'une capacité de 160 KW, outre le raccordement de 3 nouveaux câbles aériens (30 KW) à trois autres nouveaux câbles souterrains, ainsi que l'aménagement et la maintenance de 2 réseaux électriques de basse tension, a précisé le même responsable. Les projets en question ont été concrétisés dans cette collectivité locale sur un réseau d'électricité d'une longueur de 5,75 Kilomètres pour une enveloppe budgétaire estimée à plus de 60 millions de dinars, a fait savoir M. Medjahed, ajoutant que ces actions ont donné des résultats ayant fortement contribué à l'amélioration des prestations de service public offertes aux clients de la Société,

ainsi qu'à garantir la continuité de la distribution de l'énergie électrique à travers les communes relevant de la tutelle administrative de la daïra de Aïn Lahdjar. La mise en œuvre de ces opérations s'inscrit dans le cadre des mesures initiées prises par la société de distribution de l'électricité et du gaz, visant à éviter les coupures récurrentes constatées dans cette partie du territoire de la wilaya de Saïda, particulièrement durant la période estivale, a-t-on indiqué de même source. Il convient de signaler que depuis le début de l'année en cours et jusqu'au mois de mai dernier, 9 nouveaux transformateurs électriques ont été réalisés dans la wilaya de Saïda, notamment dans les communes de Ouled Khaled, Sidi M'hamed, Moulay Larbi, Maamoura, Youb et Saïda-ville. Par ailleurs,

durant la même période, il a été procédé à l'entretien et à la maintenance de 476 postes de transformation électrique et des réseaux électriques de haute et de basse tensions, sur une longueur de 945 kilomètres, outre le remplacement de 10 câbles électriques aériens et souterrains de haute tension (30KW), au niveau des communes du chef-lieu de wilaya, Tirsine et Youb, note-on. La société de l'électricité et du gaz de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest compte 4 centres de transformation électriques, assurant un taux de couverture en cette source d'énergie au profit des populations de la région estimé à 98%, sachant que le nombre global des clients de la Société est évalué à 106.820.

TÉBESSA

119 foyers raccordés au réseau d'électricité à Chréa

Le réseau d'alimentation en électricité a été dernièrement étendu à 119 foyers de la commune de Chréa (Ouest de Tébéssa), apprend-on lundi auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Selon la responsable de communication de cette direction, Nardjes Benarfa, le projet d'alimentation

de ces foyers répartis sur les deux localités de Dhehira Redama et Abia a été mis en service par les autorités locales à l'occasion de la Journée nationale du Moudjahid (20 août) et a nécessité la réalisation d'un réseau de 24 km de lignes et de trois transformateurs électriques. Financé dans le cadre du programme

complémentaire de prise en charge des localités reculées, ce projet a requis la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 46 millions DA, selon la même source qui a souligné que l'objectif visé est d'améliorer le cadre de vie des habitants de ces deux localités et d'en favoriser la fixation. La commune de Chréa a

bénéficié au cours des deux dernières années de 11 opérations de raccordement de nombre de localités et agglomérations au réseau d'électricité permettant d'acheminer cette énergie vers 1.120 foyers grâce à la réalisation d'un réseau de distribution de 120 km, selon la même source.

EL-MENIAË

Nouveaux projets lancés dans la commune de Hassi Lafhal

Divers projets de développement, tous secteurs confondus, ont été lancés dans la commune de Hassi Lafhal, wilaya d'El Méniaâ, susceptibles de promouvoir le développement local dans cette collectivité, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Lancés ou inaugurés par les autorités locales, dans cette commune située à 155 kilomètres au nord du chef lieu de wilaya, ces projets s'inscrivent au titre des programmes de développement retenus pour la wilaya, visant l'amélioration du cadre de vie des habitants, et

impulser ainsi le développement local, a-t-on expliqué. Il s'agit de la mise en service d'une antenne communale à la cité Badiaf, lancement du projet de 100 logements publics locaux (LPL), réalisation d'un château d'eau d'une capacité de 500 M3, au niveau de la cité El-Wiaam, la mise en service d'une bibliothèque communale, et l'inauguration d'une aire de jeux de proximité au quartier Cheikh Bouamama, selon la même source. D'autres opérations de développement retenues pour la commune de Hassi Lafhal, ont été également

inspectées lors de cette visite de terrain des autorités de la wilaya, dont notamment le projet de réalisation d'un château d'eau à la cité Kilal, l'aménagement d'un marché hebdomadaire, projet de réalisation de deux salles de classes à l'école primaire Djabrit Ali, ainsi que l'inspection du chantier de construction d'un bureau de poste, a-t-on ajouté. Le wali d'El-Méniaâ, Mokhtar Benmalek a, lors de l'inspection de ces chantiers, insisté sur l'impératif de respecter les normes de qualité et les délais d'exécution.

OUM EL BOUAGHI

530 millions DA pour des projets d'alimentation en eau potable et d'assainissement

Une enveloppe financière de 530 millions DA a été allouée durant le mois d'août courant pour la réalisation de projets d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans plusieurs communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, apprend-on lundi du directeur de l'administration locale (DAL), Tahar Merika. Cette enveloppe a été dégagée pour la réalisation de cinq projets après une demande formulée par

la direction locale des ressources en eau sur la base de fiches techniques adressées au ministère de tutelle, a précisé le même responsable. Ces projets portent ainsi sur la réalisation d'un forage de remplacement à mecha Sensa dans la commune d'Ain Babouche, de l'approvisionnement en eau potable de la mecha Bir Lasfar dans la commune de Henchir Toumghani ainsi que sur la réalisation, la rénovation et l'équipement de canalisations

de transfert et de pompage d'eau potable dans les communes d'Oum El Bouaghi, Ain Fakroun, Sigus et F'kirina, selon la même source. Ils concerneront aussi l'acquisition de pompes, d'un transformateur électrique et d'équipements électriques pour des forages d'eau potable outre l'élimination des "points noirs" des réseaux d'assainissement dans les communes d'Ain Beida, El Amiria, Meskiana et Oum El Bouaghi, est-il noté.

Les défis des BRICS et la crise des institutions financières internationales

Il est désormais largement admis que les institutions de l'économie mondiale sont, à un degré ou à un autre, en crise. A différents niveaux, qu'il s'agisse du FMI, de la Banque mondiale ou de l'OMC, ces institutions ont des difficultés croissantes à s'adapter à un monde en évolution rapide et à une situation géopolitique instable.

5^e partie et fin

Par Jacques Sapir (*)

L'approche structurelle du pouvoir fournit alors un bon cadre pour définir les intérêts et les capacités des actionnaires (les BRICS eux-mêmes) et les nouvelles relations de pouvoir créées via des programmes de prêt qui ont de nouvelles pratiques alternatives. A partir d'une analyse basée sur les mémorandums d'accords du côté du prêteur, ils montrent que la structure de la NBD diffère sensiblement de celle des autres Banques Multilatérales de Développement ou BMD. Cela façonne clairement la stratégie de la NBD, non seulement en termes financiers mais aussi en termes d'objectifs à moyen et long terme. Le NBD présente ce qui est aujourd'hui une structure unique et homogène, où la structure actionnariale des membres historiques du NBD (et fondateurs) s'élève à un peu plus de 18 % par membre, ce qui signifie que chacun des BRICS partage un pouvoir égal. Cela permet à chacun de ses membres de fixer un agenda avec des priorités pour les économies émergentes. La NBD diffère également de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) dirigée par la Chine. Si les deux banques sont nées conceptuellement de puissances non occidentales, la Chine est dominante au sein de l'AIIB alors que la NBD se concentre sur l'égalité de pouvoir des actionnaires. Il est important de noter également que la stratégie de prêt de la NBD diffère de celle des autres BMD, et en particulier de la Banque mondiale. Les BMD sont des fournisseurs de ressources financières et, de ce point de vue, seule compte la manière dont les actionnaires satisfont aux conditions économiques et politiques formelles ou informelles. La structure actionnariale des Banques Multilatérales de Développement a, en effet, une incidence significative sur la détermination des actions de ces banques. Les pays emprunteurs ayant des emprunts récurrents et ayant enregistré des améliorations budgétaires peuvent modifier les conditions requises pour les échanges. Cela entraîne une augmentation de la « voix » de ces emprunteurs spécifiques dans les processus décisionnels des BMD et une rupture de l'égalité des emprunteurs. La NBD, parce qu'elle crée une alternative en dehors du système actuel des

BMD qui définissaient jusqu'ici le système de gouvernance économique mondiale, relie les deux parties et offre aux pays du « Sud global » une alternative qui renforce éventuellement leur capacité de négociation que ce soit avec le FMI ou la Banque Mondiale quand elle ne leur permet pas de contourner ces deux dernières institutions. Cette approche est intéressante car elle permet de définir les conditions qui déterminent un véritable changement en termes de structure du pouvoir. Bien entendu, la NBD est nouvelle en termes d'histoire de ses opérations, ayant commencé à prêter fin 2016. Il existe donc certaines limites à l'utilisation de la banque comme étude de cas. Mais la pertinence de cette étude de cas est incontournable dans la mesure où le NBD a vu son pouvoir et son influence croître régulièrement au cours de la dernière année. Qui plus est, sa dimension symbolique, en tant que première institution financière internationale créée par des pays appartenant à ce que l'on appelle aujourd'hui le « Sud global », confère à la NBD une place particulière au sein des institutions financières internationales, étant à la fois un complément ET un défi aux institutions financières déjà existantes. Cela favorise de nouvelles règles et normes. Certains ont même vu la NBD comme un possible défi pour le dollar. Il est possible qu'elle le devienne. Le projet de constitution d'une zone commerciale et monétaire autour de la Chine, de l'Inde et de la Russie qui est proposé dans un document stratégique publié par l'Institut de Prévision Économique de l'Académie des Sciences de Moscou implique, de manière implicite, qu'une institution comme la NBD devienne le cœur d'une telle zone. La NBD se présente donc comme un cas unique pour évaluer le « pouvoir structurel » des BRICS. Son existence montre que ce « pouvoir structurel » est bien réel et commence à se comparer à celui des pays de « l'Occident global ». Son existence, et les opérations financières qu'elle conduit semblent suffisamment différentes de celles des autres BMD pour qu'elle soit devenue un pôle d'attraction important, du moins pour les pays de ce que l'on appelle le « Sud global ». Ce pouvoir d'attraction permet donc aussi aux BRICS de renforcer leur « pouvoir structurel ». Dès lors, l'analyse sort du cadre classique « causes-conséquences ». Si le « pouvoir structurel »

des BRICS a été suffisant pour qu'ils créent et développent une institution comme la Nouvelle Banque de Développement, celle-ci en retour leur confère une « pouvoir structurel » supplémentaire dont seul l'avenir nous dira comment il sera mis en œuvre.

Conclusion

Le développement de l'économie mondiale depuis la fin des années 1990 a conduit à des changements spectaculaires dans l'équilibre des pouvoirs politiques et économique. Loin de signifier une « fin de l'Histoire », la fin de la Guerre Froide a engendré des changements importants qui sont désormais porteurs de conflits d'intérêts, mais aussi de conflits de représentations et donc d'affrontements sur les normes et les règles. L'importance de ces conflits ne doit pas être sous-estimée. Ils structureront probablement le monde dans les vingt prochaines années. L'émergence des BRICS+ symbolise l'une des possibles nouvelles structuration du monde. Le fait que les pays des BRICS+ aient été poussés à une logique de contestation ouverte du monde dominé par « l'Occident collectif », alors qu'initialement ils cherchaient juste des modifications acceptables à ce monde en dit tout autant sur la montée en puissance de ces pays que sur le manque d'intelligence des pays du G-7 qui n'ont su, et sans doute pas voulu, leur accorder la place qui leur revenait logiquement dans les institutions internationales. La logique d'affrontement actuelle est largement le produit de cette incapacité, ou de cette mauvaise volonté. La part décroissante du G-7 et de « l'Occident global » dans le PIB mondial et inversement la croissance que les « puissances émergentes » comme la Chine et l'Inde ont connue ont probablement poussé vers l'obsolescence la plupart des institutions économiques mondiales engendrées par la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide. La gouvernance de l'économie mondiale est tombée des mains de l'Occident en partie à cause de ces changements objectifs et en partie à cause de facteurs subjectifs comme une politique américaine malheureuse, une généralisation de la pratique de sanctions unilatérales – donc illégales – et en partie à cause d'une réticence, voire d'une opposition ouverte, pour réformer à temps les institutions économiques mondiales existantes. Dans

le jeu de négociation entre l'usage par des pays de la « voix » et celui de la « sortie » du système existant, la solution de la « sortie » est lentement devenue dominante en raison de la combinaison de ces facteurs. Il faut rappeler que les pays des BRICS se sont montrés, au départ, extrêmement réticents à choisir une stratégie de « sortie ». Si leurs « voix » avaient été écoutées et entendues au début des années 2000, il est probable qu'ils n'auraient pas choisi une telle stratégie. Mais, l'option de la « sortie » n'est pas, et ne peut être, complète tant que de nouvelles institutions ne sont pas créées. La disparition des « anciennes » institutions n'est jamais complète avant que n'apparaissent de « nouvelles » institutions. Dans ce processus, l'impact des BRICS a été déterminant. Le fait que les pays des BRICS aient commencé à montrer leurs muscles en matière de renforcement des institutions, et le fait que ces pays se soient concentrés sur une institution financière, la NBD, avec ses différentes règles et normes, montre probablement que l'effondrement des institutions créées par l'Occident est un fait incontournable dans les 15 ou 20 prochaines années. En cela, la création de la Nouvelle Banque de Développement constitue bien un tournant stratégique de première importance. Elle est à la fois un signe du « pouvoir structurel » acquit par ces pays et un instrument de développement et de renforcement de ce même pouvoir structurel. Le choix d'une stratégie de « sortie » par les pays BRICS, et désormais BRICS+, ne résout cependant pas une dernière question. L'économie mondiale évoluera-t-elle vers une fragmentation stabilisée, ce qui impliquerait que les institutions « occidentales » pourraient survivre, quoique sous une forme réduite, pour gérer le fragment représenté par l'économie « occidentale », ou bien de nouvelles institutions, venant du « Sud global », seront-elles capables de conférer à ces pays l'hégémonie qui leur permettrait par la suite de réunifier l'économie mondiale autour de nouvelles règles de gouvernance.

** Directeur d'études à l'EHESS, professeur à l'École de Guerre Économique (Paris), professeur associé à la MSE-MGU (Moscou), directeur du CEMI-CR451, et membre étranger de l'Académie des Sciences de Russie.*

Source : Les Crises

MAURITANIE

Les assistantes financières américaines ont atteint en 2024 sept millions de dollars

L'ambassade des Etats-Unis a révélé que le Bureau de l'assistance humanitaire de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) a fourni une assistance financière de 7 millions de dollars à la Mauritanie jusqu'en 2024.

« Investir dans l'assistance humanitaire pour les populations vulnérables s'inscrit dans la politique étrangère des États-Unis et contribue à la santé publique, au progrès économique et à la capacité de la Mauritanie à relever les défis régionaux et mondiaux », a déclaré l'ambassade dans un communiqué.

L'ambassade a déclaré que les États-Unis sont fiers d'être le plus grand donateur humanitaire en Afrique et a remercié les personnes, le personnel, les partenaires et autres qui travaillent dur chaque jour pour aider les personnes vulnérables dans le monde entier.

Il y a une semaine, la sous-secrétaire d'État à la sécurité civile, à la démocratie et aux droits de l'homme, Ezra Zia, a annoncé un financement humanitaire de près de 536 millions de dollars pour l'Afrique, dont plus de 184 000 dollars pour la seule Mauritanie.

Elle a souligné que les États-Unis s'engageaient à poursuivre leur partenariat avec l'Afrique en fournissant une assistance et une protection essentielles aux populations vulnérables et aux communautés d'accueil.

ARABIE SAOUDITE

Accords avec les États-Unis pour stimuler le développement immobilier

Le secteur saoudien du logement a renforcé ses partenariats internationaux en signant cinq accords clés sur le développement et le financement de l'immobilier avec de grandes entreprises américaines.

Ces accords visent à améliorer le marché du refinancement hypothécaire du Royaume, à développer le financement de l'immobilier et à attirer les investissements étrangers. Le programme de logement du pays a transformé le secteur en élargissant l'accès financier, en rationalisant les réglementations et en offrant diverses options de marché. Les nouvelles initiatives dans le domaine de l'immobilier visent à remédier à la pénurie de logements et à créer des opportunités d'emploi pour les citoyens.

Ces réformes rapprochent le Royaume de son objectif pour 2030, qui est d'atteindre 70 % d'accession à la propriété et de faire en sorte que chaque famille puisse posséder le bien immobilier de son choix.

Le taux d'accession à la propriété est passé de 47 % à plus de 60 % d'ici 2022.

Les accords ont été signés en présence du ministre des municipalités et du logement du Royaume, Majid Al-Hogail, avant la fin de sa visite officielle aux États-Unis le 25 août, selon l'agence de presse saoudienne.

Au cours de sa visite, la Saudi Real Estate Refinance Co. a signé deux protocoles d'accord avec BlackRock et King Street afin de développer le secteur du refinancement hypothécaire en l'étendant aux marchés financiers locaux et internationaux.

Ces partenariats visent à diversifier les sources de financement par le biais des marchés à revenu fixe, attirant ainsi davantage d'investissements étrangers dans le Royaume.

La Saudi Mortgage Guarantee Services Co. ou Damanat a signé deux accords de partenariat avec BlackRock et Apollo pour développer des stratégies d'investissement et des fonds pour le financement immobilier. Ces accords visent également à élargir la base des investisseurs locaux et internationaux et à contribuer à la croissance durable du marché immobilier.

Damanat est entièrement détenue par le Fonds saoudien de développement immobilier. La société, agréée par la Banque centrale saoudienne en 2023 pour fournir une assurance générale et une assurance épargne parallèlement

à la fourniture de prêts hypothécaires, a été créée avec un capital de 18 milliards de SR (4,79 milliards de dollars) pour contribuer à la réalisation des objectifs de logement de la Vision 2030 du Royaume en encourageant les entreprises à offrir des solutions de financement subventionnées pour l'accession à la propriété. Un autre protocole d'accord a été signé entre le ministère des municipalités et du logement et K. Hovnanian ME, une société qui a développé 500 000 unités de logement aux États-Unis, pour construire davantage de communautés résidentielles intégrées en Arabie saoudite, a rapporté SPA.

M. Al-Hogail s'est entretenu avec plusieurs représentants du gouvernement américain, des dirigeants de sociétés de construction et de développement immobilier, ainsi que des institutions financières.

Ces réunions visaient à renforcer les relations bilatérales, à établir des partenariats, à échanger des compétences et à attirer des pratiques internationales réussies en matière de logement, d'immobilier et de développement urbain.

LIBYE

Le gouvernement issu du Parlement déclare la «force majeure» dans le secteur pétrolier

Le gouvernement libyen désigné par la Chambre des représentants a annoncé lundi l'état de "force majeure" sur l'ensemble du secteur pétrolier et l'arrêt de la production et des exportations, en raison de vifs désaccords sur la gestion de la Banque centrale du pays. C'est ce qui ressort d'une déclaration vidéo lue par le Premier ministre Oussama Hammad, en réponse à un "assaut" mené par un comité de "livraison et réception" chargé par le Conseil présidentiel au siège de la Banque centrale à Tripoli, pour permettre une nouvelle gestion de la Banque en remplacement du gouver-

neur Al-Siddiq Al-Kabir. Depuis plusieurs jours, la Libye connaît des tensions dues à la crise au cours de laquelle le Conseil présidentiel a pris une décision de destituer le gouverneur de la Banque centrale, Al-Siddiq Al-Kabir (il a refusé de la remettre), et de nommer Muhammad Al-Shukri, une mesure que la Chambre des représentants et l'État ont rejeté parce que émise "par une partie incompétente". Dans sa déclaration, Hammad a affirmé que "le siège de la Banque centrale et ses employés ont été soumis à des attaques répétées de la part d'un groupe hors-la-loi, à l'ins-

tigation du Conseil présidentiel usurpé, qui vise à contrôler illégalement la plus importante institution financière du pays". "Le Conseil Présidentiel a ignoré toutes les décisions émises par la Chambre des Représentants et toute la législation financière du pays, et a ignoré ce qui a été émis par le pouvoir judiciaire concernant la suspension de ses décisions défectueuses en raison de leur absence", a-t-il ajouté. Hammad a expliqué que "les tentatives d'assaut contre la Banque centrale ont abouti à l'arrêt complet de toutes les transactions financières de l'État, ont porté préjudice aux ci-

toyens et ont exposé l'économie nationale à l'effondrement".

Et de poursuivre : "Sur la base de tout cela, je déclare l'état de force majeure sur tous les champs pétroliers, ports et institutions, et j'arrête la production et l'exportation de pétrole jusqu'à nouvel ordre".

La "force majeure" est une mesure qui exempte les deux parties contractantes de toute obligation juridique ou financière résultant de l'inexécution des contrats pétroliers internationaux en raison de la survenance de circonstances d'urgence indépendantes de la volonté de la partie exportatrice.

TUNISIE

Focus sur les défis de liquidité dans le système bancaire au 2^e trimestre 2024

Le dernier rapport de conjoncture de la Banque centrale de Tunisie révèle une situation contrastée du système financier au deuxième trimestre 2024. Cette situation est marquée par des défis persistants relatifs à la liquidité bancaire et ce, parallèlement à une amélioration des besoins en refinancement.

Contre toute attente, le déficit moyen de liquidité sur le marché monétaire s'est creusé, passant de 187 millions de dinars tunisiens (MDT) au premier trimestre à 297 MDT au deuxième. Cette aggravation de 110 MDT survient paradoxalement dans un contexte où les besoins moyens des banques en liquidité ont diminué de 702 MDT, s'établissant à 14.523 MDT.

Ce phénomène s'explique par une combinaison de facteurs. D'un côté, les ventes nettes de devises contre dinars par les banques ont injecté 1.733 MDT de liquidité dans le système. De l'autre, le retour massif d'espèces aux guichets bancaires, notamment en mai, a

contribué à atténuer la demande de liquidité. Cependant, ces effets positifs ont été largement contrebalancés par l'endettement intérieur du Trésor, qui a drainé 2.605 MDT de liquidité du secteur bancaire.

La Banque centrale en première ligne

Face à cette situation, la Banque centrale de Tunisie a joué un rôle capital, couvrant près de 98% des besoins en liquidité des banques. Néanmoins, le volume moyen de ses interventions a diminué de 812 MDT par rapport au trimestre précédent, reflétant une certaine prudence dans la gestion monétaire. Cette réduction a touché l'ensemble des instruments de la Banque centrale, avec une baisse notable des opérations principales de refinancement (-523 MDT) et des opérations d'achat ferme de bons du Trésor (-257 MDT). Cette approche témoigne d'une volonté de maîtriser l'inflation tout en soutenant le système bancaire.

Le marché interbancaire

L'activité du marché interbancaire a montré des signes de ralentissement, avec une baisse significative du volume moyen des transactions à vue. Malgré cela, le taux mensuel moyen du marché monétaire est resté stable à 7,97%, soulignant une certaine résilience du marché face aux fluctuations de la demande.

Dynamique monétaire positive

Au niveau macroéconomique, la masse monétaire M3 a affiché une croissance plus vigoureuse au premier semestre 2024 (+4,2%) comparée à la même période en 2023 (+2,7%). Cette expansion est principalement alimentée par l'augmentation des créances nettes sur l'administration centrale (+13,8%) et, dans une moindre mesure, par la progres-

sion des créances sur l'économie (+2,2%).

Cette dynamique monétaire, bien que témoignant d'une certaine vitalité économique, soulève des questions quant à ses potentiels effets inflationnistes à moyen terme, d'autant plus que les avoirs extérieurs nets ont accusé un net repli.

Le système financier tunisien navigue dans des eaux complexes en ce deuxième trimestre 2024. Malgré une apparente détente des besoins en liquidité, les défis persistent, nécessitant une vigilance accrue de la part des autorités monétaires. La Banque centrale de Tunisie continue de jouer un rôle d'équilibriste, cherchant à soutenir le secteur bancaire tout en maîtrisant les risques inflationnistes.

L'évolution de la situation dans les prochains mois sera cruciale pour déterminer si ces tensions de liquidité sont transitoires ou si elles reflètent des déséquilibres plus profonds nécessitant des ajustements structurels du système financier tunisien.

AFRIQUE DU SUD

Karowe, la petite mine africaine qui a livré 6 des 10 plus gros diamants de l’histoire

Depuis 1905, le Cullinan, découvert en Afrique du Sud, est le diamant le plus gros de l’histoire minière. Mais ces dernières années, c’est au Botswana voisin qu’il faut aller chercher les plus gros diamants du monde, particulièrement dans une mine appartenant au canadien Lucara.

Au Botswana, une mine détenue par une compagnie canadienne a livré un diamant de 2492 carats, le deuxième plus gros diamant jamais découvert. Alors que la nouvelle fait le tour du monde depuis le 21 août, elle n’a pas surpris outre mesure les observateurs avertis de l’industrie diamantifère mondiale, au sein de laquelle la mine Karowe possède déjà une solide réputation. Présentée officiellement au monde par le président du Botswana, Mokgweetsi Masisi, la pierre est en effet la dernière des cinq diamants de plus de 1000 carats livrés par Karowe depuis 2015. Cette année-là, et trois ans après la mise en service de la mine en 2012, le canadien Lucara Diamond découvre une gemme exceptionnelle de 1109 carats : Lesedi la Rona. Diamant exceptionnel par la taille, c’est le 5e plus gros diamant au monde, mais aussi par la qualité, car il s’agit d’un diamant de type Ila. Seulement 1 à 2 % des diamants, d’une pureté unique, sont classés dans cette catégorie. En 2019, Karowe se fait à nouveau connaître avec une découverte historique, celle d’un diamant de 1758 carats : le Sewelô. En langue locale, ce nom qui signifie « trouvaille rare » s’applique bien à la pierre qui s’est alors classée comme le deuxième plus gros diamant de l’histoire, derrière le Cullinan. Désormais relégué à la troisième place par le diamant de 2492 carats, Sewelô reste néanmoins le deuxième plus gros diamant jamais livré à Karowe. Les deux derniers diamants de plus de 1000 carats livrés par la mine de Lucara ont été récupérés en 2021 et en 2023. Il s’agit respectivement d’une pierre de 1174 carats et d’une pierre de 1080 carats. D’autres diamants de grandes tailles ont aussi été découverts à Karowe, comme une pierre de 998 carats en 2020 et une autre de 813 carats, dénommée Constellation, récupérée en 2015.

La technologie derrière le succès

Outre le potentiel évident de Karowe pour les gros diamants, Lucara attribue aussi son succès à une technologie de détection par rayons X installée en 2017 sur la mine. Dénommée Mega Diamond Recovery, elle per-

met à la compagnie d’identifier et de récupérer les diamants de grande taille, en minimisant les risques de les casser. Grâce à cette technologie, Lucara a réussi à se positionner comme un acteur clé du secteur des diamants au Botswana, malgré sa faible contribution à la production nationale. En 2023, la mine Karowe a en effet livré 395 134 carats en 2023, soit moins de 1% de la production de diamants du Botswana. Notons que la compagnie canadienne détient Karowe à 100 %, mais verse une redevance de 10% au gouvernement botswanais. Elle est également assujettie à un impôt sur les bénéfices dont le taux variable va de 22% au minimum à 55% au maximum.

Botswana, terre de gros diamants

Le Botswana est le premier producteur mondial de diamants, quand on tient seulement compte de la valeur des diamants produits, et le deuxième producteur mondial en volume. Le pays doit essentiellement ce statut à son partenariat avec De Beers, qui lui a permis de produire 24,7 millions de carats en 2023, soit 98% de la production nationale. La compagnie originaire d’Afrique du Sud a aussi contribué à bâtir la réputation du pays comme l’un des fournisseurs de gros diamants au monde. En 2021, la mine Jwaneng (qui fait partie de la coentreprise Debswana entre De Beers et le gouvernement) a ainsi livré un diamant de 1098 carats. Au total, ce sont donc 7 des 10 plus gros diamants de l’histoire qui proviennent du Botswana. L’Afrique du Sud garde néanmoins le leadership, avec le Cullinan de 3106 carats, découvert en 1905. Cette pierre exceptionnelle a ensuite été taillée en plusieurs diamants moins gros, dont certains font aujourd’hui partie des bijoux de la couronne britannique.

Que rapportent les diamants au Botswana ?

En 2023, le Botswana a généré 3,5 milliards \$ de revenus d’exportations grâce à ses diamants. Ces pierres précieuses représentent chaque année 80% des exportations du pays, et environ 30% du PIB du Botswana. En tant que premier producteur du pays, De Beers

représente le principal pourvoyeur de recettes dans le secteur des diamants. En 2023, la filiale d’Anglo American a renouvelé pour 10 ans un partenariat de plusieurs décennies avec le gouvernement, avec des termes encore plus avantageux pour le Botswana. Dès la mise en œuvre du nouvel accord, le négociant national de diamants du Botswana, Okavango Diamond Company (ODC) recevra 30% de la production de Debswana, contre 25% précédemment. Cette part augmentera au fur et à mesure de la décennie pour atteindre 50% de la production d’ici la dernière année de l’accord. Les diamants représentent ainsi un tiers des revenus fiscaux du gouvernement botswanais.

Nécessaire diversification de l’économie

Cette contribution importante des diamants à l’économie constitue toutefois un couteau à double tranchant pour les autorités, car les fluctuations sur le marché des diamants affectent directement l’économie locale. Depuis la pandémie de Covid-19 et la crise qu’elle a entraînée sur le marché des diamants, le Botswana a ainsi accéléré la diversification de son économie en général, et du secteur minier en particulier. De Beers s’est aussi engagé à créer un fonds de développement économique doté d’un investissement initial de 1 milliard de pulas (environ 75 millions \$). La contribution totale de la compagnie au fonds pourrait atteindre 10 milliards de pulas étalés sur 10 ans. Dans le secteur minier, une industrie cuprifère est aussi en émergence, marquée l’année dernière par le rachat d’une mine de cuivre par le chinois MMG pour 1,9 milliard de dollars. En attendant les fruits de ces efforts, l’économie locale est toujours portée par l’exploitation des diamants. En 2024, la Banque africaine de développement prévoit que la croissance économique devrait s’accélérer, passant de 2,7 % en 2023 à 4,0 %, grâce à la reprise des ventes de diamants. Le secteur a en effet connu l’année dernière une baisse importante de la demande et des prix, dans un contexte de ralentissement de l’économie mondiale.

NIGERIA

La croissance du PIB s’est accrue au 2^e trimestre 2024 à 3,19%

Malgré les réformes audacieuses engagées par les autorités, la croissance de l’économie nigériane reste encore loin de l’objectif de 6% annoncé par le président Bola Tinubu lors de la prise de ses fonctions en mai 2023. La croissance du PIB réel du Nigeria a atteint 3,19% en glissement annuel au deuxième trimestre 2024 contre 2,98% au trimestre précédent, a annoncé le Bureau national des statistiques (NBS) dans un rapport publié ce lundi 26 août 2024. L’augmentation

du rythme de croissance du PIB du pays le plus peuplé du continent s’explique essentiellement par les bonnes performances du secteur des services et la hausse de la production de brut, a-t-on précisé de même source. Le secteur des services a enregistré une progression de 3,79 % en glissement annuel au deuxième trimestre, portant sa contribution au PIB du pays à 58,76 %. Le secteur pétrolier, qui représente la majeure partie des revenus du gouvernement et environ 90 % des réserves de change, a

enregistré une croissance de 10,15 %. La production de brut a atteint une moyenne de 1,41 million de barils par jour entre le 1er avril et le 30 juin de l’année en cours contre 1,22 million de barils par jour durant la même période de l’année écoulée. Par ailleurs, l’agriculture et l’industrie ont progressé de 1,41 % et de 3,53 % respectivement au deuxième trimestre 2024. Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance économique de 3,1 % pour le Nigeria sur l’ensemble de l’année 2024.

KENYA

L’entrée de Starlink sur le marché de l’Internet inquiète Safaricom

Lors de son lancement en juillet 2023, le service de Starlink semblait hors de portée pour le Kényan moyen en raison de son coût élevé. Depuis, l’entreprise a ajusté ses tarifs et proposé des offres plus abordables. La société télécom kényane Safaricom s’inquiète de l’arrivée du fournisseur de services Internet par satellite Starlink sur le marché national de l’Internet. Dans une lettre adressée à l’Autorité des communications (CA), Safaricom lui a recommandé d’obliger les fournisseurs d’accès à Internet par satellite à s’associer à des opérateurs de réseaux mobiles locaux, plutôt que de leur attribuer des licences d’exploitation indépendantes. Selon Safaricom, cette approche permettrait de favoriser l’innovation tout en évitant des dommages potentiels. « La couverture satellitaire s’étend de manière inhérente à de multiples frontières territoriales et, ce faisant, a le potentiel de fournir illégalement des services et de causer des interférences nuisibles à l’intérieur des frontières territoriales de la République du Kenya », peut-on lire dans la lettre. Cette lettre de Safaricom intervient alors que Starlink gagne rapidement en popularité au Kenya. Lancé en juillet 2023, le service coûtait initialement 6500 shillings kényans (50,5 \$) par mois, avec un coût matériel unique de 89000 shillings (KES). Aujourd’hui, ce coût a été réduit de près de 50 %, passant à 45500 KES. L’entreprise propose également aux Kényans la location du matériel pour 1950 KES par mois, plus 2700 KES pour l’activation. De plus, une offre de 50 Go de données est désormais disponible pour 1300 KES par mois. Ces offres compétitives de Starlink perturbent Safaricom, leader incontesté du marché télécom kényan jusqu’à présent. Sur le marché de l’Internet mobile, Safaricom contrôle 63,5 % des abonnés, selon les dernières données de la CA (mars 2024). Airtel Kenya, Telkom, Equitel, et Jamii détiennent respectivement des parts de marché de 31,5 %, 1,8 %, 1,5 %, et 1,5 %. Sur le segment de l’Internet fixe, Safaricom détient 37,4 % de parts de marché. La concurrence apportée par Starlink devrait pousser les opérateurs télécoms kényans ainsi que les fournisseurs d’accès à Internet à améliorer la qualité de leurs services tout en proposant des offres plus abordables pour les consommateurs. Irungu Kang’ata, gouverneur du comté de Murang’a, a exhorté le gouvernement à ignorer les préoccupations de Safaricom. Selon lui, l’Internet de Safaricom est souvent lent, avec des vitesses pouvant descendre à 4,7 Mb/s, alors que Starlink offre des vitesses allant jusqu’à 100 Mb/s. De nombreux internautes partagent son avis.

BOURSE DE PARIS

CAC40 franchit les 7600 points, à la veille de Nvidia

La bourse de Paris gagne 0,4% ce matin, autour des 7625 points, tirée par Stellantis et Carrefour (+1,5%).

Les investisseurs tentent maintenant de déterminer si le prochain mouvement sera haussier ou s'il pourrait y avoir un nouvel épisode de consolidation par rapport aux gains réalisés depuis le début du mois d'août. A Wall Street, le Dow Jones a réussi à inscrire de nouveaux records historiques hier soir tandis que les rendements obligataires refluaient sur fond d'anticipations d'assouplissement de la politique monétaire américaine. Sur le marché des taux, le rendement de l'emprunt américain à 10 ans se stabilise autour de 3,82%, évoluant toujours à des

plus bas depuis le début de l'année. 'La baisse des rendements sur l'obligataire américain est l'un des principaux facteurs expliquant la bonne tenue des marchés boursiers', souligne Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. 'La baisse des rendements incite les investisseurs à se tourner vers d'autres devises que le dollar américain et aussi à chercher des opportunités sur d'autres marchés boursiers que celui des Etats-Unis', explique l'analyste. La publication, demain, des résultats trimestriels de Nvidia, le fabricant de pro-

cesseurs dédiés à l'IA, pourrait également permettre aux marchés de sortir de leur léthargie. 'Nous pensons que cette tendance positive sur les actions va perdurer et pourrait être renforcée si Nvidia est au rendez-vous', indique Christopher Dembik. Selon le consensus, le groupe californien devrait faire état d'un chiffre d'affaires de 28 milliards de dollars, soit une progression de 211% sur un an. 'Cela peut paraître énorme mais lors des derniers résultats trimestriels, Nvidia nous a habitué à de tels records', rappelle Christopher Dembik.

A l'issue de ses résultats présentés au mois de février, l'envolée du titre avait permis au S&P 500 de grimper de 2,1%, soit sa deuxième meilleure performance journalière cette année. Sur le front des statistiques, les marchés prendront connaissance de l'indice de confiance des consommateurs du Conference Board. En attendant, le PIB de l'Allemagne a diminué de 0,1% au deuxième trimestre 2024 par rapport au premier, selon les données en volume et CVS-CJO de Destatis, qui confirme ainsi en seconde lecture son estimation initiale du 30 juillet.

Les Bourses chinoises dans le rouge, celle de Tokyo hésitante

La Bourse de Tokyo était hésitante mardi dans la matinée au lendemain de la clôture en ordre dispersé des indices de Wall Street, où la tech a progressé à reculons, tandis que les places chinoises étaient dans le rouge. L'indice vedette Nikkei de la capitale nipponne lâchait 0,35% à 37.978,90 points vers 00H55 GMT, tandis que l'indice élargi Topix gagnait lui 0,14% à 2.665,22 points. «Le marché boursier japonais devrait être marqué aujourd'hui par un recul des valeurs de haute technologie, dans le sillage» du repli de la tech la veille à New York, a commenté Shutaro Yasuda, du Tokai Tokyo Intelligence Lab. «Étant donné la hausse limitée du Nikkei ces derniers temps, les actions de petite capitalisation et les actions de croissance peuvent attirer l'attention», a ajouté Shutaro Yasuda. Hong Kong cédait 0,23% à 17.758,34 points dans les échanges de la matinée vers 02H40 GMT. L'indice composite de Shanghai perdait 0,20% à 2.849,68 et celui de Shenzhen lâchait 1,03% à 1496,88 points. Wall Street a terminé en ordre dispersé lundi, le Dow Jones atteignant un nouveau sommet en clôture tandis que l'indice Nasdaq a reculé, freiné notamment par le recul des valeurs liées

aux semi-conducteurs avant l'annonce des résultats du géant américain du secteur, Nvidia. À Tokyo, les actions en rapport avec les puces chutaient aussi: Tokyo Electron perdait 2,83%, Advantest 2,57% et Screen Holdings 1,69%. Le yen refluaît après avoir touché lundi un plus haut en trois semaines, mais devrait rester ferme après les prises de parole vendredi des gouverneurs de la Banque du Japon (BoJ) et de la Réserve fédérale américaine (Fed), selon Charu Chanana, stratège des devises chez Saxo Capital Markets. «Les partisans d'un yen fort ont été enhardis par le discours affirmé de (Kazuo) Ueda et l'allocution accommodante de (Jerome) Powell, et les risques d'escalade des tensions au Moyen-Orient restent également à l'ordre du jour», a-t-elle souligné. Le dollar remontait à 144,84 yens vers 01H00 GMT contre 144,53 yens lundi à 21H00 GMT. L'euro valait 161,66 yens contre 161,30 yens la veille, et se négociait pour 1,1161 dollar, comme lundi. Les cours du pétrole étaient en recul: le baril de WTI américain perdait 0,39% à 77,12 dollars et celui de Brent de la mer du Nord abandonnait 0,27% à 81,21 dollars vers 00H50 GMT.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 26 Août 2024 Valeur : 28 Août 2024				
BASE	DEVISES			
1	USD	US DOLLAR		134.0903 134.1053
1	EUR	EURO		149.5107 149.5542
1	GBP	POUND STERLING		177.0169 177.0367
100	JPY	JAPANESE YEN		93.2348 93.2647
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8332 18.8361
1	CHF	SWISS FRANC		158.4992 158.5356
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.2894 99.3078
1	DKK	DANISH KRONE		20.0993 20.1027
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.1693 13.1733
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7856 12.7900
1	AED	UAE DIRHAM		36.5030 36.5151
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7355 35.7414
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.0645 439.2575
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.7581 44.1979
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.8775 13.8791
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.3933 27.5336
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3768 3.3874
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.4923 180.4923

L'Europe ouvre dans le vert, les investisseurs attendent des indicateurs clés

Les principales Bourses européennes progressent légèrement en début de séance mardi, soutenues notamment par les grandes sociétés minières, avant la publication d'une série d'indicateurs clés plus tard cette semaine. À Paris, le CAC 40 gagne 0,21% à 7.606,15 points vers 07h46 GMT. À Francfort, le Dax avance de 0,11% et à Londres, le FTSE 100 prend 0,65%.

L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,14%, le FTSEurofirst 300 de 0,28% et le Stoxx 600 de 0,23%. Les marchés d'actions commencent la séance dans le vert, mais en l'absence de catalyseur avant la publication vendredi des chiffres de l'inflation dans la zone euro et de l'indice des prix PCE aux États-Unis, qui offriront de nouveaux indices sur le cours probable de la politique

monétaire des deux côtés de l'Atlantique. Les opérateurs attendent également la publication des résultats de Nvidia mercredi, dans un contexte de fortes attentes sur les groupes liés à l'intelligence artificielle. En ce qui concerne l'actualité des entreprises, le géant BHP Group, qui a annoncé une hausse plus importante que prévu de son bénéfice annuel sous-ja-

cent, tire le secteur européen (+0,95%) des ressources de base, avec Rio Tinto et Anglo American progressant d'environ 2%. À Francfort, Daimler Truck et Continental connaissent des fortunes opposées : le premier cède 1,24% après l'abaissement de sa recommandation par Goldman Sachs à "neutre", tandis que le second prend 3,7%, soutenu par le relèvement d'UBS à "acheter".

USA-Les valeurs à suivre à Wall Street

Principales valeurs à suivre mardi à Wall Street, où les contrats à terme sur les principaux indices suggèrent une ouverture en hausse de 0,09% pour le Dow Jones .DJI , de 0,14% pour le Standard & Poor's 500 .SPX et de 0,26% pour le Nasdaq

.IXIC : * APPLE AAPL.O a annoncé lundi la nomination de Kevan Parekh au poste de directeur financier, en remplacement de Luca Maestri qui quittera ses fonctions le 1er janvier 2025. Ce remaniement intervient à l'approche de la traditionnelle

conférence de rentrée du groupe, prévue le 9 septembre, qui devrait être le théâtre de la présentation de nouvelles versions de l'iPhone. L'action recule de 0,7% dans les transactions hors séance. * BOEING BA.N - Le constructeur aéronautique

américain a annoncé lundi que la Chine aurait besoin de 8.830 nouveaux avions jusqu'en 2043, alors que le secteur dans le pays se développe et se modernise pour répondre à une demande croissante. * PARAMOUNT GLOBAL PARA.O chute de 5% en avant-Bourse

après le retrait du magnat des médias Edgar Bronfman Jr dans la course au rachat du groupe, laissant désormais Skydance Media seul en lice pour prendre le contrôle de l'empire médiatique de Shari Redstone.

EXPLOITATION MINIÈRE

Un méga projet d’exploitation minière confirmé dans le Pacifique d’ici 2026

L'entreprise canadienne *The Metals Company* a confirmé lundi soir le lancement d'ici 2026 de son méga projet d'exploitation minière en eaux profondes dans le Pacifique sud, tout en s'engageant à surmonter les critiques qui ont entaché le projet, controversé sur le plan environnemental. «Si tout se passe comme prévu, nous parlons toujours de 2026», a déclaré à l'AFP son directeur général Gerard Barron, en marge du sommet du Forum des îles du Pacifique, aux Tonga.

Par l'intermédiaire de Nori (Nauru Ocean Resources Inc.), une filiale soutenue par le petit État insulaire de Nauru, The Metals Company (TMC) espère ouvrir une vaste zone économique offshore pour collecter dans les fonds marins des roches polymétalliques, aussi appelées nodules. La société avait annoncé en août 2023 qu'elle allait demander un permis d'exploitation pour 2024. Un mois plus tôt, les pays membres de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) s'étaient accordés sur une feuille de route de deux ans pour établir un code minier des fonds marins. Le conseil de l'AIFM négocie son adoption depuis plus de 10 ans et a pour rôle d'attribuer des contrats d'exploration, ce qu'il a notamment pu faire en 2011 pour TMC dans la zone de Clarion-Clipperton (CCZ), au large de la côte ouest du Mexique dans le Pacifique. Mais depuis 2023, malgré l'absence de règles, n'importe quel État

peut déposer une demande de licence d'exploitation au nom d'une entreprise qu'il sponsorise. Lors de ses phases de tests en 2022, TMC a indiqué avoir extrait 3.000 tonnes de nodules du plancher océanique. Elle a également annoncé avoir relevé ses objectifs annuels, de 1,3 million de tonnes de matière brute à 3 millions. Des habitats et des espèces détruits Les nodules sont chargés de manganèse, de cuivre, de cobalt ou de nickel, métaux utilisés dans la fabrication des batteries de véhicules électriques. Ce sont des formations minérales qui se développent à l'aide de microbes pendant des millions d'années, notamment autour de noyaux de matière organique tels qu'une dent de requin ou des os de baleine. Avec Nauru, les Tonga et les îles Cook sont à l'avant-garde de l'exploitation des nodules polymétalliques, au contraire des Palaos, des Fidji ou des Samoa qui s'y opposent et insistent pour que

les questions environnementales soient étudiées avant le démarrage des projets. ONG et scientifiques pointent du doigt les risques de destruction directe d'habitats et d'espèces, mais aussi de perturbation de la capacité de l'océan à absorber le carbone émis par les activités humaines. Une étude scientifique, en partie financée par The Metals Company et publiée début 2024, démontre notamment que l'extraction des nodules peut potentiellement perturber le cycle du carbone. Mais M. Barron en réfute les conclusions, les qualifiant de «trompeuses». Nauru, qui compte 12.500 habitants sur une superficie d'environ 20 km2, revendique une zone d'exploration minière de plus de 70.000 km2 dans la CCZ. Dans le passé, l'exploitation du phosphate avait fait de Nauru l'un des pays les plus riches au monde en termes de PIB par habitant. Mais cette manne s'est tarie, faisant apparaître sur l'île des paysages excavés et dénudés.

RUSSIE

Le directeur de l'AIEA en visite à la centrale nucléaire de Kursk

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Grossi, est arrivé mardi sur le site de la centrale nucléaire russe de Kursk, visée selon Moscou par des attaques des forces ukrainiennes positionnées à 40 km de là depuis leur offensive lancée début août dans la région. Le chef de l'agence onusienne doit superviser sur place une mission d'inspection qu'il entend mener "personnellement compte tenu de la gravité de la situation". La centrale de Kursk est dotée de quatre réacteurs RBMK remontant à l'époque soviétique - dont deux sont encore opérationnels - du même type que ceux de Tchernobyl, en Ukraine. Les forces russes occupent le site de la centrale accidentée en 1986 et celui de Zaporijjia depuis l'invasion de février 2022. Moscou et Kyiv s'accusent régulièrement de mettre en danger la sécurité des installations de Zaporijjia. L'oblast de Kursk, frontalier de l'Ukraine, est le théâtre depuis le 6 août d'une offensive de l'armée ukrainienne.

VÉHICULES ÉLECTRIQUES CHINOIS

Le Canada impose une surtaxe de 100%

Après les Etats-Unis et l'Europe, le Canada a annoncé une surtaxe sur les importations de véhicules électriques chinois. Celle-ci sera effective à partir d'octobre. Nouveau coup dur pour l'industrie automobile chinoise. Lundi, le Canada a annoncé une surtaxe de 100% sur les importations de véhicules électriques chinois à compter du mois d'octobre. Ottawa imposera également une surtaxe de 25% sur les importations chinoises d'acier et d'aluminium à compter du 15 octobre. La surtaxe canadienne visera les automobiles, les camions, les autobus ainsi que les camionnettes de livraison électriques et certains modèles hybrides.

Un choix motivé par le fait que « la Chine ne respecte pas les mêmes règles que les autres pays », a affirmé, lundi, le Premier ministre canadien Justin Trudeau lors d'une conférence de presse à Halifax (est). « Nous devons défendre les emplois et les intérêts canadiens », a-t-il insisté. « La Chine exprime son vif mécontentement et son opposition résolue » à cette décision, a fustigé ce mardi dans un communiqué son ambassade au Canada, assurant que le pays « prendra toutes les mesures nécessaires » pour protéger ses entreprises. La nouvelle est d'autant plus dure à encaisser pour Pékin, que des di-

zaines de marques chinoises innovantes dans l'électrique ont vu le jour ces dernières années et elles rivalisent dans leur pays avec des constructeurs étrangers qui peinent à s'adapter. Ces constructeurs chinois mettent désormais le turbo à l'étranger. De son côté, le Canada déploie depuis quelques années des efforts considérables pour attirer les acteurs du secteur des véhicules électriques, vantant ses incitations fiscales, son énergie propre et ses importantes ressources en terres rares. Cette passe d'armes entre la Chine et le Canada s'inscrit dans un contexte de tensions commerciales grandissantes avec certains pays oc-

cidentaux qui accusent Pékin de détruire la concurrence dans d'autres secteurs dont les éoliennes, les panneaux solaires, et les batteries. Face au « défi » que posent les producteurs chinois « qui bénéficient de politiques et de pratiques déloyales et contraires au marché », le Canada agit ainsi « de concert avec d'autres économies dans le monde », a poursuivi le Premier ministre. Le Canada n'est en effet pas le seul pays à imposer ce type de taxes. La semaine dernière, l'Union européenne (UE) a ainsi confirmé sa volonté de surtaxer pendant cinq ans les voitures électriques provenant de Chine. Ces surtaxes, qui peuvent atteindre jusqu'à 36%, remplaceront

des taxes provisoires décidées début juillet à l'encontre des véhicules électriques importés de Chine. La majeure partie des constructeurs chinois est concernée par ces nouveaux droits de douane européens. Bruxelles les imposera notamment à BYD (à hauteur de 17%), à Geely (19,3%), et à SAIC (36,3%), parmi les constructeurs les plus importants de Chine. Tout comme Ottawa, Bruxelles estime les prix des véhicules chinois artificiellement bas du fait de subventions d'Etat qui faussent le marché et nuisent à la compétitivité des constructeurs européens.

ALLEMAGNE

Le PIB a encore reculé

Berlin a enregistré un recul de 0,1% de son produit intérieur brut (PIB) au deuxième trimestre, selon l'estimation définitive publiée ce mardi par l'institut de statistique Destatis. L'économie allemande est pénalisée par les difficultés que connaît son industrie. L'économie allemande a bel et bien calé au deuxième trimestre. Son produit intérieur brut (PIB) s'est contracté de 0,1% au deuxième trimestre, selon l'estimation définitive publiée ce mardi par Destatis. Ces chiffres confirment une première estimation publiée fin juillet qui avait surpris négativement les prévisionnistes, y compris la Banque fédérale d'Allemagne, qui anticipaient une légère croissance entre avril et juin.

Alors que le pays a vu son PIB progresser de 0,2%, après un recul en fin d'année dernière et sur l'ensemble de l'année 2023, « l'économie allemande a de nouveau ralenti au printemps », a commenté Ruth Brand, présidente de l'institut, dans un communiqué. « Le modèle allemand subit les conséquences de la guerre en Ukraine et de l'augmentation des prix de l'énergie », expliquait à La Tribune Christopher Dembik, économiste chez Pictet AM, fin juillet. « Le ralentissement en Chine est aussi un gros bémol pour l'économie allemande », complète-t-il. Dans le détail, le trimestre dernier, la production du secteur manufacturier a diminué de 0,2%. Le secteur souffre depuis

plusieurs trimestres de coûts énergétiques élevés, d'une faible demande intérieure et des difficultés du commerce international dans un contexte géopolitique tendu. La baisse est encore plus significative dans la construction (-3,2%) au sortir d'un hiver doux qui avait donné un coup de pouce au secteur. Les investissements en équipements - notamment en machines, appareils et véhicules - ont chuté (-4,1%) par rapport au trimestre précédent et dans une moindre mesure dans le bâtiment (-2,0%). Le coût élevé du crédit et l'incertitude politique, alimentée par les divisions internes au sein du gouvernement entre Verts, libéraux et sociaux-démocrates sur la politique budgétaire, freinent notamment la confiance nécessaire

pour investir. Le commerce extérieur n'a de son côté pas aidé, les exportations ayant reculé de 0,2% sur le trimestre. Les dépenses de consommation ont globalement reculé de 0,1%, offrant un tableau contrasté : recul chez les ménages mais progression pour la consommation publique, par rapport au trimestre précédent et en données corrigées des variations saisonnières.

La croissance rebondit en Europe

Les difficultés de l'Allemagne sont d'autant plus flagrantes que le reste de l'Europe voit son économie rebondir. La croissance économique de la zone euro a été plus élevée que prévu au deuxième trimestre avec un PIB en hausse de 0,3% par rapport

aux trois mois précédents, confirmant son rebond depuis janvier, a annoncé fin juillet Eurostat. Les analystes interrogés par Bloomberg et Factset s'attendaient en moyenne à un léger ralentissement de la croissance à 0,2% entre avril et juin. Pour rappel, au premier trimestre, la zone euro avait déjà affiché une progression du PIB de 0,3%, s'extirpant de la stagnation enregistrée au deuxième semestre de l'an dernier (0%). Et entre avril et juin, certaines économies européennes ont de nouveau tiré vers le haut la croissance européenne. C'est notamment le cas du PIB espagnol (+0,8% au deuxième trimestre), grâce au dynamisme des exportations et à une consommation des ménages solide.

BYD SEAL 06 GT

La compacte électrique qui pourrait faire de l'ombre à la Hyundai Ioniq 5

BYD présente en Chine la Seal 06 GT, une berline compacte 100 % électrique. Deux niveaux de puissance sont au programme : 218 ch et 422 ch. Sa venue en Europe reste à confirmer.

BYD poursuit son offensive électrique en dévoilant la berline compacte 100 % électrique Seal 06 GT sur son marché. Il s'agit de la suite logique du concept plutôt musclé Ocean M, présenté pendant le Salon automobile de Pékin en avril dernier. La version de série reste très fidèle au dessin du concept, mais s'est quelque peu assagie. Exit donc le bouclier et le diffuseur agressifs ainsi que le double aileron au sommet du hayon.

D'après nos confrères chinois d'Autohome, la Seal 06 GT s'étire sur 4,63 m de long, 1,88 m de large et 1,49 m de haut. Pas si compacte que ça donc. Avec de telles dimensions, la "petite" BYD se rapproche plutôt d'une Hyundai Ioniq 5 (4,63 m) que d'une MG4 (4,29 m) ou d'une Renault Mégane E-Tech (4,20 m). Dans l'habitacle, on retrouve une disposition du mobilier similaire aux autres modèles de la marque, avec un grand écran tactile central de 15,6 pouces et une instrumentation numérique de 10 pouces.

De 218 ch à 422 ch

La compacte repose sur la même plateforme e-Platform 3.0 que sa grande sœur la berline Seal. Le constructeur chinois n'a pour le moment pas donné d'indications sur le plan technique. Cependant, selon le ministère chinois de l'industrie et des technologies de l'information, la Seal 06 GT devrait être déclinée dans deux versions : une monomoteur de 218 ch et une bimoteur (un par essieu) renvoyant 422 ch aux quatre roues. Deux batteries de 60 kWh et de 72 kWh seraient au programme, offrant une autonomie entre 505 et 605 km d'après le cycle chinois CLTC, bien plus optimiste que le WLTP utilisé par les constructeurs occidentaux. Même si sa silhouette est taillée pour l'Europe, la venue de la Seal 06 GT sur le Vieux-Continent n'a pour le moment pas été confirmée. En effet, les droits de douane supplémentaires imposés par l'Union Européenne à BYD s'élevant à 17,4 % pourraient se montrer assez dissuasifs.



Le constructeur chinois Dongfeng lance une concurrente de la Citroën C3 électrique

Le constructeur Chinois Dongfeng fait ses premiers pas en Europe, en Suisse et en Norvège précisément, avec une citadine électrique low cost : la Nammi Box. Une sérieuse concurrente de la nouvelle Citroën C3 électrique, vendue aux alentours de 23 000 €. Le nom de Dongfeng vous est peut-être inconnu, mais en Chine, ce constructeur fait partie des plus grands acteurs de l'industrie automobile locale, avec de nombreuses marques sous son commandement, à l'image des autres géants Great Wall Motor, Geely ou SAIC. Il s'agit d'un ancien partenaire de Renault et de Peugeot-Citroën (avant la formation de Stellantis). Si la marque chinoise avait bien des liens étroits avec l'Europe, sa présence sur ce marché était quasi confidentielle. Cependant, avec la Nammi Box, Dongfeng espère bien se faire une place dans le segment des citadines électriques à bas prix. Pour le

moment, seuls la Suisse et la Norvège sont concernés par la commercialisation. Avec sa face avant rondelette, des projecteurs en forme de triangle et sa bande LED, on pourrait trouver à la Nammi Box des faux airs de Smart – propriété du chinois Geely, on le rappelle. À l'arrière, son bandeau noir au milieu du hayon ainsi que ses projecteurs arrondis donne l'impression d'une Lancia Ypsilon au rabais. Enfin, dans l'habitacle, qui paraît plutôt cossu pour le positionnement – nous reviendrons sur le prix –, la présentation est moderne avec une petite instrumentation numérique et une dalle tactile au centre de la planche de bord.

Jusqu'à 311 km d'autonomie

La Dongfeng Nammi Box abrite un bloc électrique de 95 ch alimenté par une batterie de 42,3 kWh. De quoi offrir un eu plus de 300 km d'autonomie selon le



cycle WLTP. À noter qu'une version dotée d'un plus petit accumulateur de 31,5 kWh est disponible en Chine, mais ne fera pas le voyage en Europe. En Suisse, la citadine survoltée est proposée à partir de 21 990 francs suisses, soit environ 23 000 €. La Chinoise se pose ainsi en concurrente de la nouvelle

Citroën ë-C3, dont le ticket d'entrée est presque identique, à partir de 23 300 €, tandis que la fiche technique est tout aussi proche avec un moteur de 113 ch et une batterie de 44 kWh. Toutefois, étant produite sur le Vieux-Continent, la Française possède un atout indéniable par rapport à la Chinoise, si cette

dernière devait venir en France: le bonus CO2, qui n'est pas accordé aux électriques produites en Chine, en raison d'une fabrication et d'une empreinte carbone trop élevée. Sans oublier, les droits de douane supplémentaires imposés par l'Union européenne aux électriques fabriquées en Chine.

Les IBM Z accélèrent sur l'IA avec la puce Telum 2 et l'accélérateur Spyre

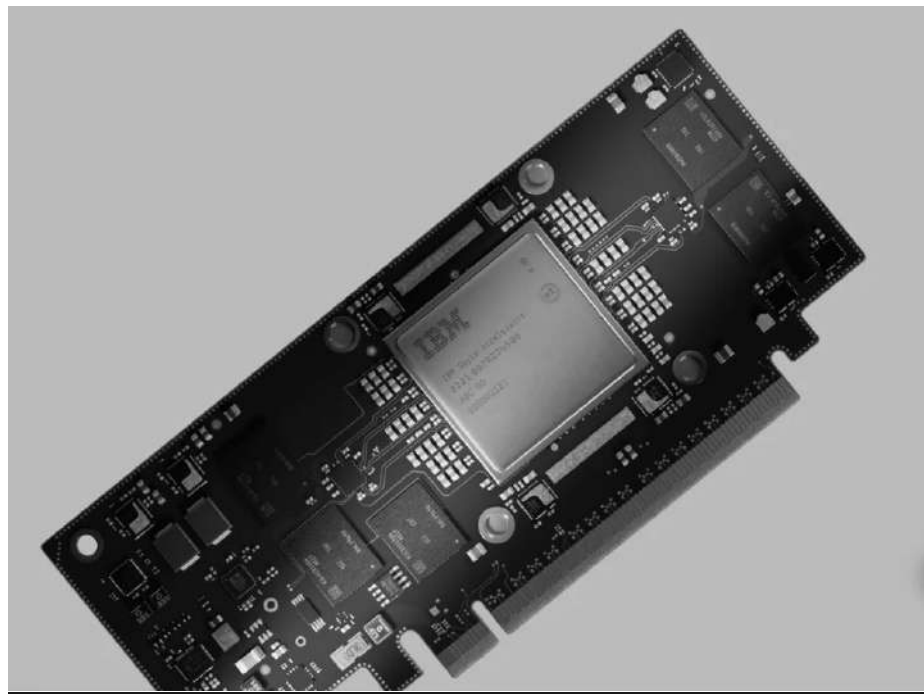
Lors de la conférence Hot Chips 2024 (du 25 au 27 août à Palo Alto), IBM a annoncé son processeur Telum 2 et a présenté en avant-première son accélérateur Spyre pour l'IA et d'autres charges de travail à haute performance.

La prochaine génération de mainframes Z et LinuxONE sera équipée du processeur Telum 2 et d'un accélérateur visant à améliorer les performances de l'IA et d'autres charges de travail à forte intensité de données. Le processeur Telum 2 dispose d'une plus grande capacité de mémoire et de cache que la génération précédente et intègre une unité de traitement des données (DPU) spécialisée dans l'accélération des entrées-sorties, ainsi que des capacités d'accélération de l'intelligence artificielle sur la puce. Développé à l'aide de la technologie Samsung 5 nm, le Telum 2 dispose de huit cœurs haute performance cadencés à 5,5 GHz. Il comprend une augmentation de 40 % de la capacité de cache sur la puce, avec des L3 et L4 virtuels passant respectivement à 360 Mo et 2,88 Go. « La puissance de calcul de chaque accélérateur devrait être multipliée par quatre et atteindre 24 milliards d'opérations par seconde (Tops). Mais les Tops à eux seuls ne disent pas tout », ont écrit Christian Jacobi, Fellow et CTO Systems Development, et Elpida Tzortzatos, Fellow et CTO de z/OS et AI sur IBM Z et LinuxONE chez IBM, dans un blog sur le processeur.

« Il s'agit de la conception architecturale de l'accélérateur et de l'optimisation de l'écosystème de l'IA qui se trouve au-dessus de l'accélérateur. Lorsqu'il s'agit d'accélérer l'IA dans des charges de travail d'entreprise de production, une architecture adaptée est importante. Telum 2 est conçu pour permettre aux modèles d'exécution de côtoyer les charges de travail d'entreprise les plus exigeantes, tout en fournissant des inférences à haut débit et à faible latence ». Dans une configuration maximale, les futurs systèmes IBM Z peuvent être équipés de 32 processeurs Telum2 et de 12 cages IO. Chaque cage peut accueillir jusqu'à 16 emplacements PCIe, ce qui permet au système de prendre en charge jusqu'à 192 cartes PCIe. Des protocoles d'E/S personnalisés amélioreront la disponibilité, le contrôle des erreurs et la virtualisation afin de répondre aux exigences de bande passante massive et d'assurer la redondance et le multi-pathing pour la protection contre les scénarios de défaillances multiples simultanées. « De nouvelles primitives de calcul ont également été intégrées pour mieux prendre en charge les modèles de langage volumineux au sein de l'accélérateur. Elles sont conçues pour prendre en charge une gamme de plus en plus large de modèles d'IA pour une analyse complète des données structurées et textuelles », écrivent Christian Jacobi et Elpida Tzortzatos.

Un DPU revu sur la puce Telum II

Le premier processeur Telum d'IBM, introduit en 2021, comprenait un accélérateur IA intégré pour l'inférence. Avec le Telum 2, big blue a considérablement amélioré l'accélération IA, avec l'ajout d'un DPU spécialisé pour booster les entrées-sorties. Selon le fournisseur, le DPU simplifie les opérations du système et



L'accélérateur IA Spyre embarque 32 cœurs d'accélérateur individuels et contient 25,6 milliards de transistors. Les cartes peuvent être regroupées - par exemple, un groupe de 8 cartes ajoute 256 cœurs d'accélération supplémentaires à un seul système IBM Z.

peut améliorer les performances des composants clés. Du point de vue du réseau et des E/S, l'un des avantages de cette approche est de passer d'une carte de connexion par fibre optique (FICON) à 2 ports à une carte à 4 ports et de consolider les offres Open Systems Adapter (OSA) Express - le package du mainframe pour le réseau via une variété de protocoles de réseau - et RDMA over Converged Ethernet (RoCE) Express au niveau du système, selon Michael Becht, ingénieur en chef et architecte pour les canaux E/S d'IBM Z, et Susan M. Eickhoff, directrice du développement du processeur IBM Z. « Ce changement, disponible à partir de la prochaine génération d'IBM Z dans la première moitié de 2025, permettra aux clients de conserver la même configuration d'E/S dans une empreinte plus petite, afin de réduire l'espace au sol du centre de données alors qu'ils mettent à niveau et modernisent leur infrastructure », ont écrit Michael Becht et Susan Eickhoff dans un blog.

Accélérateur IBM Spyre

En complément du processeur Telum 2, le Spyre Accelerator - également gravé en 5 nm - offre des capacités de calcul supplémentaires en matière d'intelligence artificielle. Sur une carte PCIe, le Spyre contient 1 To de mémoire et 32 unités de traitement pour l'IA qui partageront une architecture similaire à l'accélérateur IA intégré dans la puce Telum 2, selon Christian Jacobi et Elpida Tzortzatos : « Plusieurs accélérateurs Spyre peuvent être connectés au sous-système E/S d'IBM Z via PCIe. La combinaison de ces deux technologies peut entraîner une augmentation substantielle de la quantité d'accélération disponible ». Ensemble, le Telum 2 et l'accélérateur Spyre représentent un point d'inflexion clé pour le mainframe, selon Steven Dickens, conseiller technolo-

gique en chef du Futurum Group. « Le fait que toutes ces innovations en matière de puces et d'IA proviennent d'IBM et soient déployées sur des mainframes est à peu près aussi innovant et important que possible pour les clients d'entreprise », a déclaré M. Dickens.

Charges de travail mainframes et IA

Alors que les technologies de processeur améliorent leur support de l'IA et des charges de travail associées, big blue a d'autres applications et cas d'utilisation à forte intensité de transactions qui bénéficieront également d'une augmentation des performances et de l'efficacité énergétique, selon Tina Tarquinio, vice-présidente de la gestion des produits pour IBM Z et LinuxONE. « Les cas d'utilisation de Spyre et de l'accélérateur couvrent vraiment tous les cas d'utilisation métier auxquels vous pouvez penser », a déclaré Mme Tarquinio. « IBM l'utilise pour accélérer et utiliser l'IA afin d'aider nos demandes et fonctions internes en matière de ressources humaines, par exemple. La prochaine génération d'IBM Z conservera son leadership en matière de résilience, et nous disposons d'une disponibilité de huit neuf, en plus d'être le seul système à sécurité quantique existant. » Les analystes ont également souligné que les prochains mainframes basés sur Telum 2 auront un impact non seulement sur le développement de l'IA en entreprise, mais aussi sur d'autres applications, telles que la gestion des bases de données et les environnements cloud distribués ou hybrides. « Il suffit de regarder les caractéristiques de base de ces appareils en tant que serveurs - ce seront simplement des bêtes d'E/S », a déclaré M. Dickens. « Les clients pourront faire tourner de grosses bases Oracle, des MongoDB ou d'autres applications critiques de manière beaucoup plus efficace. Les entreprises pourront retirer les

charges de travail transactionnelles du processeur principal et transférer ces traitements vers l'accélérateur pour l'apprentissage automatique, l'IA ou l'évaluation et le traitement de l'IA générative, a déclaré M. Dickens, ce qui est logique du point de vue opérationnel et évolutif.

« Outre la génération de code, cette plateforme d'IA évolutive pour mainframe (puce/carte/logiciel) conviendrait à un certain nombre d'applications, notamment les évaluations de crédit, la détection des fraudes, la conformité, les règlements financiers, ainsi que le traitement et la simulation de documents », a déclaré Patrick Moorhead, fondateur, CEO et analyste en chef de Moor Insights & Strategy. « Si vous êtes une entreprise et que vous possédez un mainframe, vous l'utilisez probablement pour des applications critiques qui requièrent le plus haut niveau de résilience et de sécurité. Auparavant, dans le domaine de l'IA, les entreprises déplaçaient les données de l'ordinateur central vers un serveur GPU, les traitaient, puis les renvoyaient sur le mainframe », explique M. Moorhead. « Ce n'est ni efficace ni rapide et c'est moins sûr pour des applications telles que les évaluations de crédit, la détection des fraudes et la conformité. M. Jacobi d'IBM a également expliqué comment la sécurité du code et la conformité bénéficieront de la nouvelle prise en charge de l'IA. « De nombreux clients exécutent des dizaines de millions de lignes de code, voire des centaines de millions de lignes de code dans leurs applications, et ils sont très soucieux de la sécurité et sensibles à la base de code », a déclaré M. Jacobi. « La base de code elle-même est en quelque sorte un processus commercial codifié sur la façon de gérer une compagnie d'assurance ou une banque. Il s'agit donc bien sûr d'une propriété intellectuelle très précieuse pour eux. « Lorsque les clients font de l'IA sur ce type de structures de code, ils préfèrent le faire directement dans l'environnement sécurisé de l'ordinateur central, plutôt que d'effectuer cette analyse ailleurs. C'est désormais possible », a déclaré M. Jacobi.

En 2025 sur les prochains mainframes

« Avec le Spyre, nous pouvons regrouper jusqu'à huit cartes pour obtenir la taille de mémoire et la capacité de calcul nécessaires pour exécuter des charges de travail GenAI sur ce code. Et nous intégrerons cela à nos produits de niveau supérieur comme Watson Code Assistant pour Z avec des modèles optimisés qui sont entraînés et tunés pour avoir les connaissances nécessaires pour faire une sorte de refactorisation de code mainframe et d'explication de code mainframe », a déclaré M. Jacobi. Le Telum 2 sera le processeur central des plateformes Z et LinuxONE de prochaine génération attendues en 2025, selon IBM. L'accélérateur Spyre, actuellement en avant-première technique, devrait également être disponible en 2025.

Mots fléchés

Et commercial		Gaélique		Tige centrale d'une charue		Poème religieux		Île indonésienne		Sanctions pécuniaires		Agence spatiale américaine	
Plantes potagères		Ils s'opposent		Golfe marin étroit				Docteur de la loi musulmane		Il termine le pavillon de l'oreille		Harpies	
								Note de musique					
Courtoise						Oboles							
Lettre grecque						Sauvages ce sont des églantiers							
					Sa racine est comestible								
					Jeu de cartes								
Bramé				Gitan, manouche, romanichel, bohémien				Meuble de salon					Au Canada ce sont des originaux
Troisième personne du pluriel				Rabâcher				Prénom masculin italien					
			Importun							Vieille colère			
			Il roule sur l'or										
Chassé hors de la maison		Prénom masculin principal d'Athènes (Le)					Souverain franc (Charles)						
							Ville roumaine		Bison d'Europe	Agence spatiale			
Hutte en toile										Assemblée des feuillets pour un ouvrage			
Succomber					Moqueurs							Squelette	
					Un ländler allemand						Difficulté		
					Liquide vital						Encartonné		
Terrain clos	Père d'Ascagne					Mémoriaux							Adjectif numéral
	Retapent					Ultime répétition							
			Grade militaire	Frais bancaire					Sans en avoir conscience (à son)				
				Bagatelle									
Test		Femme facile et vénale					Ester d'un acide	Arc zodiacal de dix degrés					
		Dans le colin d'une femme c'est un capharnaüm						Couche de paille					
					Aucun				Organe humain				
Importuné					L'Irlande pour les poètes					Ruisselet			Prénom de l'actrice Popesco
Manière										Légumineuse			
					Rongeur				Exister				
Son chef-lieu est Altdorf		Par opposition à l'acquis		Créateur de Monsieur Hulot (Jacques)					Tangible				
				Héritier					Soupa				
			Quotidien britannique (The)		Ville du comté du Yorkshire de l'Ouest						Aride	Ur en akkadien	
					Monnaies moldaves								
Emmagasiné							Vient de rire			Pronom personnel			
Abolis							Copernicium			Etain			
						Il veille à la discipline d'un établissement							
Mésintelligence								On la mouille					

La livre toujours soutenue par les remarques du patron de la BoE

La livre continuait de monter mardi après les remarques du gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE) en fin de semaine dernière, dont le ton prudent a diminué les paris sur une baisse de taux à la rentrée. La devise britannique gonflait de 0,36% face au billet vert, à 1,3236 dollar, après avoir touché un nouveau plus haut niveau depuis mars 2022, à 1,3247 dollar. La livre progressait également de 0,28% par rapport à l'euro, à 84,39 pence pour un euro. L'inflation affaiblie au Royaume-Uni, "associée à la prudence attendue de la BoE, suggérée à nouveau" par le gouverneur de la BoE, Andrew Bailey, vendredi dernier, rendent le taux directeur de la BoE particulièrement "attractif" pour les investisseurs, résume un analyste, ce qui agit comme "un soutien à la livre sterling".



SONATRACH

Le navire In Ecker transportant 30 000 tonnes de fioul arrive au Liban

Mois d'une semaine après son départ, le navire in Ecker du Groupe Sonatrach qui transportait plus de 30 000 tonnes de gasoil vers le Liban, est arrivé à bon port. L'expédition de cette première cargaison de carburant vers le Liban, conformément aux directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visait à soutenir le Liban au lendemain de l'annonce de la société «Electricité du Liban » (EDL) faisant état de l'épuisement des réserves en fioul de ses centrales électriques, entraînant un arrêt total de la production d'électricité, jusqu'à ce que de nouvelles fournitures soient disponibles. Le navire in Ecker du Groupe Sonatrach va accoster au port de Tripoli une fois les démarches administratives et douanières accomplies. Pour rappel, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé le 18 août dernier, d'aider le Liban en fournissant «immédiatement » des quantités de fioul (carburant) afin de faire fonctionner les centrales électriques et de rétablir le courant électrique dans le pays. Suite à quoi, le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a été chargé par le président de la République, pour s'entretenir au téléphone avec le Premier ministre libanais, Najib Mikati, lors duquel il l'a informé de la décision du président de la République d'approvisionner le Liban «immédiatement» en quantités de fioul afin de faire fonctionner les centrales électriques. Une décision saluée par les autorités libanaises, à commencer par le ministre de l'énergie et de l'eau du Liban, Walid Fayad a salué la décision de l'Algérie de venir en aide à son pays en proie à une crise énergétique.

DJELFA

Lancement de projets de raccordement de plus de 6.500 foyers au réseau électrique

Des projets de raccordement de près de 6.550 foyers au réseau électrique ont été lancés au chef-lieu de wilaya de Djelfa, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya. Lancés cette semaine par le wali Ammar Ali Bensaâd, ces projets ont été dotés d'une enveloppe globale de plus de 1,3 milliard de DA mobilisée dans le cadre du programme complémentaire affecté à Djelfa par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, selon la même source. Les projets ciblent 11 cités d'habitations de la ville de Djelfa, et portent sur la réalisation de 178 km de lignes électriques avec l'installation de 64 transformateurs, a-t-on précisé. Le wali a insisté, en lançant ces chantiers, sur l'impératif d'achever les travaux de raccordement dans les délais contractuels, au regard de leur importance dans l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

PRÉPARATIFS DE LA RENTRÉE SCOLAIRE DES PERSONNES AUX BESOINS SPECIFIQUES

Mme Krikou préside une réunion de coordination

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a présidé, mardi à Alger, par visioconférence, une réunion de coordination avec les directeurs de l'Action sociale des wilayas, consacrée aux derniers préparatifs de la rentrée scolaire des personnes aux besoins spécifiques. Dans son allocution à cette occasion, la ministre a affirmé que le secteur de la Solidarité nationale "a pris toutes les dispositions pour accueillir les enfants aux besoins spécifiques dans les meilleures conditions", notamment en ce qui concerne les aspects éducatifs et pédagogiques tout en assurant les moyens d'apprentissage né-

cessaires, outre les mesures d'accompagnement psychologique et social pour cette catégorie. Mme Krikou a souligné que son secteur prenait en charge près de 34.000 enfants avec différents handicaps, répartis sur 239 établissements d'éducation spécialisés relevant du secteur, et 18 annexes dotées des équipements pédagogiques nécessaires selon la nature de l'handicap, en sus de plus de 1.300 classes spéciales. La ministre a également révélé que de nouvelles structures seront ouvertes lors de la prochaine rentrée pour renforcer les établissements d'éducation spécialisés relevant du secteur, dotées des moyens pédagogiques nécessaires au profit des personnes aux besoins spéci-

fiques, afin de faciliter leur apprentissage scolaire. Concernant l'encadrement, la ministre a précisé qu'il était assuré par des enseignants et des éducateurs spécialisés pour la prise en charge pédagogique, ainsi que des psychologues et des assistants sociaux pour l'accompagnement psychologique et social de ces enfants. Mme Krikou a rappelé, à cette occasion, la distribution de plus de 180.000 cartables équipés de fournitures scolaires au profit des enfants issus de familles démunies en prévision de la prochaine rentrée scolaire, soulignant le rôle des cellules de proximité relevant du secteur de la solidarité nationale pour cerner les besoins des familles nécessiteuses.

«Le changement climatique est devenu une crise mondiale»

Le changement climatique est devenu une crise mondiale, et constitue le défi majeur auquel l'humanité est actuellement confrontée, a alerté mardi, la Secrétaire Générale de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), Celeste Saulo, avertissant que le Pacifique Sud-Ouest, est "gravement touché" par les effets "en cascade", du réchauffement. Les communautés, les économies et les écosystèmes de la région du Pacifique Sud-Ouest "sont gravement touchés" par les effets "en cascade", du changement climatique, a indiqué Mme Saulo, lors de la 53e réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique (FIP), qui se tient jusqu'à jeudi à Tonga. "Il est de plus en plus évi-

dent que nous manquons rapidement de temps pour inverser la tendance", a-t-elle ajouté. L'accélération de l'élévation du niveau de la mer, le réchauffement des océans et l'acidification, mettent en péril les îles du Pacifique, qui sont confrontées à des menaces croissantes pour leur viabilité socio-économique et même pour leur existence en raison du changement climatique, alerte l'OMM, dans un nouveau rapport sur l'état du climat dans le Pacifique Sud-Ouest en 2023, avertissant sur ce "triple choc". L'océan a absorbé plus de 90 % de l'excès de chaleur emprisonné par les gaz à effet de serre (GES), et subit des changements qui seront irréversibles pour les siècles à

venir. Pour la cheffe de l'OMM, "les activités humaines ont affaibli la capacité de l'océan à nous nourrir et à nous protéger et, avec l'élévation du niveau de la mer, transforment un ami de toujours en une menace croissante", constatant déjà, "une augmentation des inondations côtières, du recul du littoral, de la contamination des réserves d'eau douce par l'eau salée et du déplacement des communautés". Bien qu'ils constituent une bouée de sauvetage, les systèmes d'alerte précoce, "ne sont disponibles que dans un tiers des petits Etats insulaires en développement du monde", a encore ajouté la responsable onusienne. Le rapport de l'OMM, a été présenté lors du Fo-

rum des îles du Pacifique, accompagné d'un document d'information spécial sur la montée des eaux dans un monde en réchauffement, décrit par le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, comme "un appel d'urgence sur l'élévation du niveau de la mer". Pour le chef de l'ONU qui a lancé un "SOS mondial" sur la montée des eaux dans le Pacifique, "le problème est mondial", avertissant que la montée des eaux "nous touche tous, et va dévaster la pêche, le tourisme et l'économie bleue, réitérant ses appels "urgents" à une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre et à une meilleure adaptation au changement climatique.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or se maintient au dessus de 2.500 dollars l'once

Les prix de l'or ont légèrement baissé mardi, mais se sont maintenus au dessus de la barre de 2.500 dollars l'once en raison de l'optimisme des investisseurs quant aux baisses imminentes des taux d'intérêt de la Réserve fédérale. Le cours de l'or au comptant a chuté de 0,3% à

2.510,02 dollars l'once. Les contrats à terme sur l'or américain ont chuté de 0,4% à 2.545,40 dollars. Les analystes du marché des métaux précieux prévoient une consolidation du métal jaune au cours des prochains mois, avec un risque limité d'un repli plus profond vers 2.400 dollars. Un environne-

ment de taux d'intérêt bas tend à renforcer l'attrait des métaux précieux non productifs. L'or a atteint des sommets records successifs cette année, augmentant d'environ 22 % depuis le début de l'année et atteignant un pic de 2.531,60 dollars la semaine dernière en raison des attentes de baisses immi-

nentes des taux américains et des inquiétudes persistantes concernant le conflit au Moyen-Orient. Parmi les autres métaux précieux, l'argent au comptant a augmenté de 0,1% à 29,93 dollars l'once, le platine a peu varié à 962,25 dollars et le palladium a gagné 1,3% à 971,00 dollars.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE L'APNODE

Une délégation parlementaire prend part à une réunion à Cotonou

Une délégation parlementaire algérienne prendra part à la neuvième (9e) Assemblée générale annuelle du Réseau des parlementaires africains pour l'évaluation du développement (APNODE), qui se tiendra du 28 au 30 août à Cotonou (Bénin), indique mardi un communiqué du Conseil de la nation. Lors de cette Assemblée générale annuelle placée sous le signe "Une décennie de

renforcement des capacités des parlementaires africains pour une meilleure législation, un contrôle de qualité et une évaluation des politiques publiques: réflexion, coopération et perspectives", le Conseil de la nation sera représenté, dans le cadre de la délégation parlementaire, par le vice-président de la Commission des affaires économiques et financières, Samir Zoubiri, et le membre du Conseil de la

nation, Youcef Laarab. L'objectif de l'APNODE est "d'accompagner les parlementaires africains en matière d'évaluation et de suivi de la mise en œuvre des législations et d'élaboration des politiques générales, pour permettre d'accomplir leurs missions législatives et représentatives, au mieux des intérêts des peuples africains", selon le communiqué.